Numéro 54
Mars 2016
Publication
«CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS
The Chambers' Newsletter

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

Partenariat public-privé: la voie du recouvrement

Mohamed Choucair

Ces dernières années, ce partenariat est apparu comme la seule solution à la carence d'investissement de l'État et à la faiblesse dans la gestion de certains services publics. Mais les vœux de l'opinion n'ont pas encore trouvé un début de réalisation. Il faut croire que le vouloir ne se traduit pas facilement en savoir-faire.

Le PPP n'est pas chose nouvelle. Les concessions qui jadis géraient les grands services publics étaient bel et bien des partenariats avant la lettre. L'Électricité du Liban fut au départ une concession privée, comme la Compagnie des eaux de Beyrouth. Autres temps autres mœurs. À l'époque, la nationalisation des secteurs d'intérêt public fut considérée comme une avancée réelle.

Dès les années 50, la région est entrée dans l'ère des nationalisations qui ont fini par englober les principaux secteurs économiques. Au même moment, l'Allemagne lançait, sous l'impulsion du chancelier Erhard, «l'économie de marché» qui a donné un nom et un contenu au système adopté dans le monde libéral ; et auquel le monde entier devait plus tard adhérer.

Il faut se souvenir de ce mouvement de balancier pour réaliser les vrais enjeux du PPP qui tournent en fait autour de la productivité et de la gouvernance: il faut confier au secteur privé ou au secteur public, ce que l'un ou l'autre peut le mieux accomplir, pour la satisfaction du plus grand nombre.

L'ÉTAT MAUVAIS GESTIONNAIRE

Cet adage n'est pas absolu, mais, quand bien même il existerait des administrations exemplaires, il se vérifie malheureusement dans la plupart des cas. Au Liban plus qu'ailleurs, la compétence n'est pas le seul critère qui détermine l'accès à un poste de responsabilité. Toute activité confiée au secteur privé, qui l'accomplit dans de meilleures conditions de qualité et de coût, contribue à l'enrichissement de la nation.

La privatisation de la gestion est une mesure positive, mais insuffisante si l'on a les moyens de privatiser l'entreprise. Mais encore faut-il que la concurrence fasse pleinement son effet pour optimiser le rendement. Le téléphone mobile en est l'exemple.

LE RÔLE DE LA CONCURRENCE

L'économie de marché trouve son fondement dans la concurrence, une réalité difficile à envisager pour les entreprises du secteur public même en cas de pluralité du service. La règle pour le secteur privé est la concurrence, l'exception le monopole. La règle pour le secteur public est le monopole.

La carence de l'électricité a donné naissance à 2 000 générateurs qui alimentent les foyers en courant. Avec, évidemment, un gaspillage colossal. Pour autant rien ne dit qu'un monopole d'une même société sur le secteur soit la solution idéale pour l'ensemble du territoire. Le cas de la Compagnie d'électricité de Zahlé est un exemple révélateur.

LA RÉGULATION DU SECTEUR

Pour donner son plein rendement, l'économie de marché nécessite une régulation qui garantisse la qualité, conforte la concurrence, et assure que le service ou le produit atteigne ses objectifs sociaux.

À ce stade, on peut dire que le PPP peut réunir tous les avantages économiques du secteur privé et le souci social du secteur public.

Les artères engorgées dans les pays avancés ont trouvé une solution dans les autoroutes à péage. L'utilisateur est loin d'être rançonné - le tarif est convenu et les ajustements contrôlés -, bien au contraire il gagne un temps précieux.

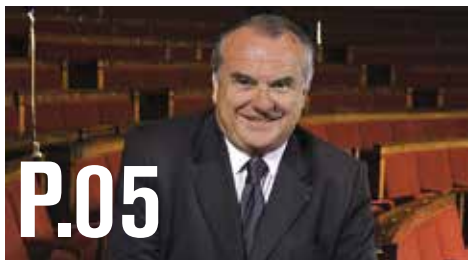
DOMAINE D'APPLICATION

Le PPP gagne du terrain surtout dans les domaines où le secteur public peut être envisagé comme le concurrent naturel du secteur privé.

Dans la politique de santé, à titre d'exemple, le ministère a le choix de construire des hôpitaux ou de conclure des contrats avec des établissements privés. Une fois la qualité du service bien déterminée, le choix dépend du coût. On peut aisément imaginer les avantages que pourront en retirer les deux secteurs, sur le plan de la croissance comme de l'emploi, tout en comprimant les coûts. Y a-t-il une meilleure voie vers le développement?

INDEX

Zone de libre-échange UE-Liban: faut-il réviser l'accord?



Alain Marsaud: une sorte de Taëf en Syrie, une piste de réflexion à suivre

Oman et Beyrouth resserrent leurs relations économiques

Iklim el-Kharroub

EN FRANÇAIS

P02. Actu du Mois

P03. Lamia Moubayed: L'Institut des Finances Basil Fuleihan, 20 ans de capital-compétence

P04. Zone de libre-échange UE-Liban: faut-il réviser l'accord?

P05. Alain Marsaud: une sorte de Taëf en Syrie, une piste de réflexion à suivre

P06. «Business Angels» débarque au Liban

P08. Oman et Beyrouth resserrent leurs relations économiques

P09. À Paris, on discute des oppportunités d'investissements avec le Liban dans les T.I.C et le numérique

IN ENGLISH

P10. The Lebanese Training Center

P11. New service @ CCIA-tripoli & the north for the association of dentists

P12. Socio-Economic Integration of Youth – Job & Orientation Fair 2016

P13. Lebanon at fruit logistica 2016

P14. Circular 331: what assessment can be done 30 months later?

P15. Mentoring action for supporting Lebanese agro-food exports to Europe

P15. GMI: the Green MED initiative

P15. HORECA: Lebanon leads franchising in the Middle-East

P16. Lebanon: 27 percent below poverty line

P17.Iklim el-Kharroub

P18. Foreign trade for 2015

P19. Trade between Lebanon & KSA, Lebanon in Figures

P20. Exhibitions, Conferences & Business Opportunities

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ACTU DU MOIS

Adnan Kassar reçoit le Prix sino-arabe de la contribution exceptionnelle

Le président d'honneur de l'Union générale des chambres de commerce arabes, Adnan Kassar, a reçu le 20 janvier dernier au Caire le prestigieux Prix sino-arabe de la contribution exceptionnelle. Dans un point de presse, entouré d'une importante délégation chinoise, il a exprimé son bonheur de se voir décerner cette récompense par le président chinois Xi Jinping qui effectuait une visite officielle dans la capitale égyptienne. Ce prix vise à saluer le rôle de l'ancien ministre depuis plus de 60 ans dans le développement des relations sino-arabes en général, et sino-libanaises en particulier. Adnan Kassar s'est dit «heureux d'avoir été honoré par le président chinois, en tant qu'homme d'affaires ayant ouvert les portes du Liban, et par là même du monde arabe, au marché chinois, au moment où la Chine souffrait d'un douloureux embargo économique au plus dur de la guerre froide». Il a aussi affirmé sa volonté de déployer tous les efforts nécessaires pour que le Liban retrouve sa place historique d'étape incontournable sur la route de la soie «qui connaît actuellement un regain grâce à la nouvelle vision du président Xi Jinping».

Création d'un conseil d'hommes d'affaires libano-chypriote

Le PDG de l'agence immobilière Plus Properties, Georges Chehwane, a inauguré le 29 janvier dernier la création d'un conseil d'hommes d'affaires libano-chypriote parrainé par le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair. Cet événement s'est tenu à la Chambre en présence du conseiller économique de l'ambassade chypriote au Liban, Ilia Elpidoforos. Présidé par Georges Chehwane, le conseil se compose d'une quinzaine d'hommes d'affaires libanais, et devrait avoir son pendant chypriote. «Ce conseil a pour objectif de renforcer les liens économiques et sociaux entre le Liban et Chypre, en identifiant les différents secteurs d'investissement sur l'île et au Liban», a déclaré en ouverture Mohamed Choucair. «Ce Conseil permettra de renforcer les investissements et les partenariats commerciaux, de fournir aux hommes d'affaires libanais et chypriotes des renseignements sur les instruments financiers existants et la signature d'accords bilatéraux de coopération», a notamment expliqué Georges Chehwane.

Des ateliers à la Chambre de commerce de Saïda

La Fédération des Chambres de commerce libanaises s'est engagée à améliorer l'éducation et la formation professionnelle dans l'objectif de répondre aux besoins et aux exigences du marché du travail libanais et de son économie. Dans la continuité de l'effort fourni en ce sens par les quatre Chambres de commerces du Liban et afin de développer le programme d'études de l'enseignement technique, un atelier-séminaire DACUM a été organisé à la Chambre de commerce de Saïda pour valider le projet de programme d'étude dédié aux mécaniciens industriels. Cet événement fait suite à un long processus d'évaluation qui a eu lieu l'année dernière. Cet atelier a rassemblé des experts de plusieurs sociétés spécialisées dans le secteur mécanique industriel et d'autres écoles professionnelles. Une seconde formation a été organisée par la Chambre de Saïda en coopération avec le Centre libanais de formation pour la sécurité alimentaire et en coopération avec Boecker.Co, fournisseur de procédures conformes au manuel de sécurité alimentaire préparé par le Chartered Institute of Environmental Health. Une cinquantaine de professionnels du secteur alimentaire actifs dans le sud du pays ont assisté à cette journée de sensibilisation. «Cet atelier a été mis en place dans le cadre d'efforts entre les ministères de la Santé, de l'Économie, du Tourisme et de l'Industrie, et en coopération avec les chambres de commerce libanaises, pour soutenir l'amélioration des systèmes de contrôle des aliments au Liban et protéger les citoyens», a déclaré Rana Sayed, directrice générale-adjointe de la Chambre de Saïda. À noter que les inscriptions pour 2016 aux ateliers sont ouverts dans les différentes chambres.

Les syndicats unis en faveur d'une caisse de retraites pour les infirmiers du Liban

L'ordre des infirmières et infirmiers du Liban a inauguré le 28 janvier dernier la création d'une caisse de retraite dédiée aux infirmiers et infirmières lors d'un dîner à l'hôtel Hilton-Habtoor de Beyrouth. Cet événement a été parrainé par le ministre de la Santé, Waël Bou Faour. Étaient notamment présents, un parterre de personnalités des milieux hospitalier, syndical et militaire. Cette caisse de retraite sera renflouée grâce aux hôpitaux et tombe sous la loi 250/2014. En ouverture, la présidente de l'ordre des infirmières et des infirmiers du Liban, Nouhad Yazbek Doumit a salué tous les partenaires, ministères et commissions législatives concernées et en particulier les syndicats hospitaliers qui ont permis à ce projet de voir le jour. Elle a ajouté que grâce à cette caisse de retraites, les infirmières et les infirmiers seront encore plus performants dans la qualité des soins délivrés aux patients et à la communauté. À son tour, le président des syndicats des hôpitaux privés au Liban, Sleiman Haroun, a félicité les infirmières et infirmiers de l'obtention d'un droit fondamental qui est le leur, et qu'il soutient depuis longtemps et fortement.

Christine Lagarde reconduite pour 5 ans à la tête du FMI

Christine Lagarde a été reconduite, le 19 février, à la tête du Fonds monétaire international (FMI) pour un nouveau mandat de cinq ans, au moment où l'économie mondiale connaît un passage à vide, a annoncé l'institution dans un communiqué. Seule candidate en lice, l'ancienne ministre de l'Économie française avait reçu le soutien de nombreux États-membres du FMI, dont la France et les Etats-Unis, et entamera son nouveau mandat le 5 juillet. Le conseil d'administration du FMI, qui représente ses 188 États-membres, a décidé de cette nomination sur la base du consensus et en saluant le «leadership solide et avisé» de Christine Lagarde, indique le communiqué.

PUBLICITÉ

Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	25cm L x 33cm H	$ 1,000
Demi-page	12cm L x 33cm H	$ 600
Quart de page	12cm L x 16cm H	$ 400
Manchette bas de page	25cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22,000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.

Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb

Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.111/ 266

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Lamia Moubayed: L'Institut des Finances Basil Fuleihan, 20 ans de capital-compétences

Marilyne Jallad

C'est avec passion et sans jamais baisser les bras pour moderniser l'État et valoriser le service public que Lamia Moubayed-Bissat, économiste spécialisée en coopération et développement, s'occupe du pilotage et de la gestion de l'Institut des Finances Basil Fuleihan. Elle nous raconte l'essor de cet établissement fondé en 1996 suite à l'accord de coopération bilatéral signé par le président français Jacques Chirac et l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri.

20 ans déjà que l'Institut des Finances Basil Fuleihan existe. Parlez-nous des prémices.

Fondé en 1996, ce qui n'était au départ qu'un projet franco-libanais de coopération, acquiert en 2003 le statut d'institution publique autonome opérant sous la tutelle du ministre des Finances. Ce sont 20 ans de capital-compétences et de coopération franco-libanaise que nous avons mis au service du Liban et des pays de la région MENA pour valoriser le service public, et renforcer les valeurs d'État de droit, du mérite, de la performance, du respect du citoyen.

En 1996, le contexte de réformes politiques et économiques battait son plein. L'ambition était de faire de cet Institut un instrument de modernisation des finances publiques. Telle était la vision de Fouad Siniora, alors ministre d'État aux Finances. Tout était à reconstruire et l'impératif de remise à niveau de l'existant était une exigence. Bien que je n'aie succédé au directeur français à la tête de l'Institut qu'en 2000, on racontait qu'à cette époque toutes les opérations étaient traitées de manière manuelle au ministère. Il fallait informatiser les procédures, former les nouvelles recrues, développer des partenariats, adopter des normes internationales pour faciliter la transmission du savoir-faire européen au Liban. Je tiens à rendre hommage à l'ancien ministre Basil Fuleihan, un des fondateurs de l'Institut, qui a mis tout son savoir et son énergie au service de son développement. C'est pour cette raison que depuis 2006, après sa tragique disparition, l'Institut porte son nom, en sa mémoire.

1996: Création de l'Institut comme projet de coopération bilatérale France-Liban.

L'Institut est une autorité autonome sous la tutelle du ministère des Finances. Ce statut a-t-il été un frein à la réalisation de ses objectifs?

Autorité autonome depuis 2003, l'Institut est devenu au fil des années et grâce à nos partenariats avec les institutions internationales et nos formations de qualité, le principal agent de modernisation des capacités en gestion des finances publiques au Liban. Un de nos objectifs est de servir notre «client» privilégié, le ministère des Finances, mais aussi l'ensemble des ministères, entreprises publiques, municipalités et corps militaires. En 20 ans, des ministres de tous bords politiques se sont succédés à la tête du ministère des Finances. Ils ont tous soutenus l'Institut, ce qui nous a permis de toujours suivre les lignes directrices de la politique menée par le ministre et le gouvernement. Servir les fonctionnaires pour qu'ils servent mieux le Liban et les citoyens est, depuis toujours, notre leitmotiv. Nous essayons de développer les compétences et de transmettre les bonnes pratiques à ceux qui travaillent en silence pour maintenir un service public adéquat, car, on est bien d'accord, on ne peut pas se passer de l'État, particulièrement en période de crise. Nous avons besoin d'un État performant, un État pour tous, et surtout pour les plus vulnérables.

Quel est le cœur de votre mission?

Contribuer au développement du capital humain en finances publiques, à l'innovation et l'excellence en matière de management public, et faciliter l'accès à l'information pour tous par le biais de la recherche, la publication et l'éducation économique et financière des jeunes.

20 ans après, de quoi êtes vous le plus fière?

Notre plus grande fierté est d'être reconnu aujourd'hui, contre vents et marées, guerres et conflits, comme un centre d'excellence* au service du Liban et de la région. Plusieurs pays se sont inspirés de

Lamia Moubayed-Bissat.

notre expérience: les Territoires palestiniens, la Jordanie, le Maroc, le Yémen, etc. Des générations de fonctionnaires ont bénéficié de nos services avec près de 60 000 participants à nos programmes. La formation continue est remise en valeur grâce à notre action après avoir disparu du panorama public. L'investissement dans le capital humain est de plus en plus reconnu comme levier de modernisation du service public même si le chemin est encore loin pour instaurer le mérite au recrutement, à la promotion et à la mobilité et pour fonder des politiques publiques sur la base de données et de prévisions. Parmi nos autres réalisations: l'information pour tous à travers nos guides aux citoyens distribués à plus de 500 000 exemplaires, 250 universitaires chaque année venus participer aux «journées portes ouvertes au ministère des Finances» ; notre présence aux Salons du Livre francophone et arabe, la mise en place d'une bibliothèque publique spécialisée: La Bibliothèque des Finances. Nous sommes aussi fiers des quatre réseaux professionnels lancés: le réseau d'experts-formateurs libanais, composé en majorité de fonctionnaires, maîtrisant les techniques actives d'andragogie (sciences et pratiques de l'aide éducative à l'apprentissage pour les adultes) et dont plusieurs sont devenus experts-formateurs à l'international ; les partenariats que nous avons tissés notamment avec l'armée libanaise ; nos partenariats régionaux et internationaux, notamment, avec la Banque mondiale, le Centre d'excellence en Finance du FMI et l'Arab Planning Institute du Koweït, le programme MENA de l'OCDE ; et les réseaux des instituts et écoles du service public au Liban et celui de la région (le GIFT-MENA).

Une coopération bilatérale réussie avec la France. Que dire de plus?

De par l'histoire de l'Institut, nous avons tissé des liens très forts avec la France et ses institutions, notamment avec Bercy, avec les grandes écoles de la fonction publique dont l'ENA, avec les IRA (Instituts régionaux de l'administration) et le CNFPT (Centre national de fonction publique territoriale). Même si notre équipe s'est libanisée à 100% dès le début des années 2000, nous continuons à porter haut les valeurs francophones et universelles d'État de droit, de justice et d'équité ; de devoir civique, de citoyenneté et de bien public ; de gestion transparente et performante des fonds publics libanais, français, européens ou internationaux qui sont attribués à l'Institut à titre de budget de fonctionnement, de subvention ou autre. L'Institut veille aussi à ce que les fondements de cette culture soient transmis aux jeunes fonctionnaires et stagiaires. Nous menons ainsi une politique à vocation francophone à travers plusieurs activités: l'apprentissage de la langue française auprès des fonctionnaires et notre rendez-vous annuel «La Dictée des Finances», un rendez-vous ludique qui aura lieu durant le mois de la Francophonie. Ne le ratez pas!

L'ancien ministre Basil Fuleihan.

20 ANS DE COOPÉRATION FRANCO-LIBANAISE EN CHIFFRES:

- 23 institutions partenaires
- 467 fonctionnaires formés en France
- 39 missions d'assistance technique au Liban
- 53 visites d'étude et immersions en France
- 6 éditions de Rencontres de cadres dirigeants depuis 2010 impliquant 116 cadres supérieurs, 24 séminaires et 17 experts français
- 356 participants aux cours de langue française depuis 2003
- 3 visites officielles accueillies à l'Institut et de multiples accueils de personnalités et de hauts cadres

** Un centre d'excellence est une équipe ou organisation qui offre leadership, bonnes pratiques, recherche, soutien et formation dans un domaine spécifique. C'est un point focal de compétences et de connaissances.*

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Zone de libre-échange UE-Liban: faut-il réviser l'accord?

Bachir el Khoury

Un an après l'entrée en vigueur officielle de la zone de libre-échange entre le Liban et l'Union européenne, certaines voix au Liban s'interrogent quant à «l'utilité» d'un accord ayant largement profité aux exportateurs de la rive nord, sans pour autant doper – du moins de manière proportionnelle – les exportations des producteurs locaux sur le marché européen.

L'Accord d'association entre le Liban et l'Union européenne (UE), entré officiellement en vigueur il y a un an, après 12 ans de libéralisation progressive des échanges et de suppression des droits de douane sur un grand nombre de produits, devrait-il être revu ou amendé? Si les avantages d'un partenariat avec l'Europe, au sens large du terme - politique, social, économique et culturel - ainsi que les vertus de l'établissement d'une zone de libre-échange ne font, dans l'absolu, aucun doute – notamment pour les adeptes des théories néoclassiques et du libéralisme économique - certaines voies au Liban, notamment parmi certains industriels, commerçants et économistes, s'élèvent depuis quelque temps pour dénoncer un accord largement en faveur de l'UE en matière d'échanges. Ces derniers dénoncent le creusement du déficit commercial entre les deux parties de cet accord depuis sa signature en 2003 et les difficultés des producteurs locaux à écouler leurs marchandises sur le marché européen.

Entre 2005 et 2014, les exportations européennes vers le Liban ont en effet augmenté de 117%, bondissant de 4 à 8,8 milliards de dollars, tandis que les exportations libanaises vers l'UE ont augmenté de 70%, pour atteindre 367 millions de dollars, contre 216 millions en 2005. Si en valeur relative la différence en termes d'évolution peut paraître plus ou moins «acceptable» - 47 points de pourcentage – celle-ci est passée, en valeur absolue, de 3,8 à 8,4 milliards de dollars en neuf ans.

> POUR LES PRODUITS AGRICOLES ET DE LA PÊCHE, LES RÉDUCTIONS TARIFAIRES SUR LES PRODUITS «PROTÉGÉS» NE S'ALIGNENT PAS TOUJOURS, VOIRE SONT INÉGALITAIRES

Reflétant davantage le déséquilibre, les échanges ont culminé à 9,1 milliards de dollars en 2014, dont 96,5 % composés de produits européens et seulement 3,5% de produits libanais. Calculé autrement, les exportations du Liban vers l'UE représentaient en outre seulement 4,2% de la valeur des importations en provenance des pays européens, tandis que l'UE s'imposait comme premier fournisseur en 2014, avec 44,1% des importations totales du Liban, contre 0,2% du commerce total de la zone européenne avec le monde extérieur pour le pays du Cèdre (53e place).

La suppression graduelle des tarifs douaniers a ainsi - chiffres à l'appui - profité davantage à l'UE qu'au Liban.

Certes plusieurs facteurs ont joué en faveur de cet accroissement du déficit commercial: l'appréciation de l'euro face au billet vert durant cette période, lequel est passé de moins de 1,2 fin 2005 à un pic de 1,6 en 2008 avant de se stabiliser autour de 1,4, a sans doute pesé dans la balance. La récente dégringolade de l'euro, qui a dernièrement atteint un plus bas face au dollar depuis septembre 2003, devrait contribuer à palier ce déséquilibre.

L'élargissement de l'écart serait également dû à un déséquilibre structurel lié à la compétitivité et au fait que les produits européens sont plus prisés au Liban que les produits libanais en Europe.

Les produits locaux subissent, en parallèle, des barrières non tarifaires, liées notamment aux normes de qualité en vigueur sur le marché européen. Beaucoup estiment, en effet, que le principal obstacle aux exportations locales vers l'UE relèvent des normes, de la mise à niveau ou des tests effectués sur le marché européen, même si certains efforts ont été déployés localement avec la mise en place de l'Institut des normes libanaises (Libnor). À cela s'ajoute la faible compétitivité des produits libanais par rapport aux produits européensdu fait, entre autres, des techniques de production mais surtout des coûts élevés de la production et de la main-d'œuvre au Liban.

La taille du pays du Cèdre et l'évolution notamment de son tissu productif, comparé à une union regroupant 28 pays et plus d'un demi-milliard d'habitants, fait partie des causes de ce creusement, malgré la crise de la zone euro et ses conséquences sur le développement industriel et le taux d'exportation.

Mais ce ne sont pas les seuls facteurs: l'Accord d'association signé avec Beyrouth, bien qu'équilibré dans l'apparence, octroie également certains «privilèges» à l'UE, notamment lorsqu'ils sont mis dans le contexte de certaines spécificités et réalités sur le terrain.

> ENTRE 2005 ET 2014, LES EXPORTATIONS EUROPÉENNES VERS LE LIBAN ONT BONDI DE 4 À 8,8 MILLIARDS DE DOLLARS, TANDIS QUE LES EXPORTATIONS LIBANAISES VERS L'UE ONT ATTEINT 367 MILLIONS DE DOLLARS, CONTRE 216 MILLIONS EN 2005

QUE DIT L'ACCORD D'ASSOCIATION?

En matière commerciale, l'Accord d'association stipule l'établissement progressif d'une zone de libre-échange, après une période transitoire de douze ans suite à l'entrée en vigueur de l'accord. Quant au démantèlement tarifaire, qui porte sur l'élimination et la réduction des droits de douane, il est prévu aux articles 9 et suivants pour les produits industriels et aux articles 12 et suivants pour les produits agricoles, produits de la pêche et produits agricoles transformés.

Il est toutefois important de faire la distinction entre produits industriels et produits agricoles pour mieux comprendre les rouages de l'accord et les failles auxquels les deux partie s pourraient éventuellement remédier. Le schéma de libéralisation diffère, en effet, d'une catégorie à l'autre.

Ainsi, de nombreux produits industriels libanais sont théoriquement admis sur le marché européen en franchise de droits de douane (c.à.d. complètement libéralisés) depuis l'entrée en vigueur de l'accord intérimaire en 2003.

De leur côté, les produits européens exportés au Liban ont été soumis à une libéralisation progressive (article 9) sur une période de 12 ans. Celle-ci a toutefois porté sur des réductions tarifaires allant de 20 à 100% dans les secteurs où les tarifs étaient particulièrement élevés (viande, lait, œufs, fromages, tomates), initialement taxés entre 35 et 70%. Des concessions jugées «généreuses» par certains, s'il faut notamment tenir compte du décalage, en termes de compétitivité, entre les deux partenaires.

Pour les produits agricoles et de la pêche, la libéralisation déjà plus progressive dans les deux sens, est noir sur blanc à la faveur de l'UE, en sus des disparités sur le terrain.

Celle-ci prévoit en effet de maintenir des quotas tarifaires pour certains produits européens, comme le sucre, les fleurs ou le vin. De son côté, le Liban aurait tenté de protéger des produits comme certains types de viandes, le lait, le yaourt, et les fromages. Mais les réductions tarifaires sur ces produits protégés ne s'alignent pas toujours, voire sont inégales. Par exemple, la réduction des droits de douane est nulle pour le sucre de canne ou de betterave exporté en Europe ainsi que sur les vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool et les fleurs et boutons de fleurs coupés.

Les produits libanais sont, en parallèle, soumis à d'autres restrictions: certains produits à l'état frais ou réfrigéré» dont les «olives, à l'état frais ou réfrigéré, destinées à des usages autres que la production de l'huile» ne peuvent, par exemple, augmenter en quantité annuelle exportée (mesurée en tonnes) – une contrainte qui n'existe pas dans l'autre sens.

Quant aux droits de douane sur certains produits importés de l'UE – dont des spécialités libanaises comme le labneh,, ont reculé de 43% et de 100% pour la plupart des viandes et produits laitiers en provenance des pays européens…

IMPACT DES FINANCES PUBLIQUES

Outre l'existence de ces failles et inégalités, la baisse totale ou quasi-totale des frais des douanes sur les produits européens aura des conséquences négatives sur les finances publiques. L'impact se fera notamment sentir sur le plan des recettes douanières, qui représentent 15% des recettes publiques, soit près de 1,4 milliards de dollars. S'il est difficile d'estimer avec exactitude la part de ces revenus liée aux importations européennes, certains évoquent plusieurs dizaines de millions de dollars de manque à gagner à partir de 2015.

Bienvenue à *ECO*NEWS

Abonnez-vous
et recevez votre copie gracieusement

Envoyer un Email à : Econews@ccib.org.lb

Indiquer s.v.p.
- *ECO*NEWS version imprimée
- *ECO*NEWS version électronique

Prénom, Nom
Institution
Adresse postale
Téléphone
Adresse électronique

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Alain Marsaud: une sorte de Taëf en Syrie, une piste de réflexion à suivre

Marilyne Jallad

Député Les Républicains de la 10e circonscription des Français de l'étranger, Alain Marsaud représente près de 150 000 citoyens établis dans 49 pays du Moyen-Orient et une partie de l'Afrique. Cet ancien magistrat, fondateur et premier chef du service central de lutte antiterroriste au parquet de Paris dans les années 1980, nous parle de sa mission et revient, sans langue de bois, sur les multiples enjeux politiques et sécuritaires qui guettent la région, le monde et surtout la France.

En quoi consiste votre mission de représentant des Français établis dans la région?

Les problèmes ou les centres d'intérêt des 150 000 citoyens de ma circonscription sont bien différents selon les pays. Au Moyen-Orient, on se sent globalement plus intéressé par les questions de sécurité intérieure alors que sur le continent africain, les problèmes de rémunération, voire parfois de pauvreté, sont plus criants, même s'ils touchent plus leur entourage que les Français eux-mêmes. Il s'agit donc pour le député que je suis de répondre, de préférence en temps réel, aux questionnements qui sont les leurs, notamment auprès des administrations françaises de métropole ou décentralisées.

J'essaie de rencontrer le plus grand nombre de mes compatriotes et nous avons aussi la chance de pouvoir créer un lien plus rapidement grâce aux e-mails et à Internet en général. C'est pour eux une manière plus simple de solliciter leur député, que cela soit pour une intervention ou un conseil. De mon côté, j'envoie régulièrement des comptes rendus de mes actions à Paris et sur le terrain lors de mes déplacements.

Les permanences, présences sur les marchés ou encore le porte-à-porte, ont été remplacés par Internet. Je fais en sorte que chaque citoyen français de ma circonscription qui souhaite échanger avec moi puisse le faire. Je suis un véritable parlementaire connecté. Cette façon d'exercer mon mandat est peut-être, d'ailleurs, celle qu'adoptera l'ensemble des parlementaires demain, une démocratie connectée où l'échange avec le citoyen est encouragé et facilité par Internet et les réseaux sociaux. C'est une manière pour moi de gommer cette distance qui peut parfois être pesante pour nos compatriotes qui veulent s'informer des actualités de notre pays et également participer aux différents débats.

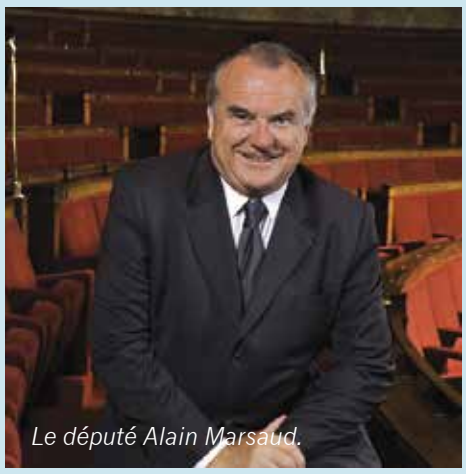
La proximité avec vos compatriotes est l'une de vos priorités. Vous intervenez auprès des autorités locales de votre circonscription pour résoudre les problèmes qui touchent la communauté française, que ce soit en matière d'État civil, de scolarité, de santé ou de protection sociale. Qu'en est-il du Liban et de votre récente visite?

En ce qui concerne les autorités locales, il ne s'agit bien entendu pas des autorités politiques ou administratives du lieu de résidence de mes compatriotes car je m'interdis bien sûr toute ingérence dans les affaires intérieures d'États souverains.

En revanche, je saisis régulièrement nos services consulaires ou diplomatiques afin de les alerter, ou de les informer, de situations personnelles ou collectives, en matière de scolarité, de santé ou encore de sécurité. Ma dernière permanence au Liban, début janvier, m'a permis de rencontrer des compatriotes qui, dans la vie civile, ne rencontrent pas de précarité personnelle et ont des soucis de la vie du quotidien - retraite, école, emploi -, domaines dans lesquels ma suppléante Fabienne Blineau Abiramia se dépense sans compter dans l'intérêt des Français vivant à Beyrouth et ailleurs. Il me faut aussi bien sûr, toujours avec ma suppléante, tenter de régler les problèmes de mes compatriotes venant de Syrie, puisque le Consulat général de France à Beyrouth est compétent pour ces derniers. Bien entendu, les situations sont parfois difficiles et embrouillées, s'agissant de familles très décomposées et dispersées. La réalité de ces situations est bien différente de celle que perçoivent, semble-t-il, mes collègues métropolitains qui visitent les camps de réfugiés, en quête de sensations fortes.

Ancien magistrat, fondateur et premier chef du service central de lutte antiterroriste au parquet de Paris dans les années 1980, vous avez récemment dénoncé les «ratés de la lutte anti-terroriste» en France. Quelles solutions préconisez-vous?

Tout d'abord, il ne faut pas se tromper d'adversaires. Nous ne sommes pas en présence d'islamistes qui se seraient radicalisés pour tout un tas de raisons pseudo-religieuses. Nous sommes en réalité en présence de radicaux, adeptes des plus extrêmes violences et d'un rejet profond de la Nation, de la France et des Français, qui utilisent comme alibi ou par opportunisme, les vecteurs de l'islam radical ou du djihadisme pour justifier leurs violences. C'est mon expérience d'ancien responsable de la lutte antiterroriste qui m'amène à cette conclusion.


Le député Alain Marsaud.

Nous sommes le seul pays au monde à faire de la lutte antiterroriste avec un porte-avions au large du Golfe Persique alors même que nos ennemis vivent entre Molenbeek en Belgique et Saint-Denis en France. Cherchez l'erreur…

Il faut donc reconstituer notre lutte antiterroriste contre les radicaux violents mais aussi bien sûr se prémunir dès aujourd'hui contre toutes celles et tous ceux qui, après la neutralisation de l'État islamique, n'auront d'autres recours que de revenir en France. Ce sont les propositions que je formulerai dans le cadre de la commission d'enquête relative aux moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le terrorisme depuis le 7 janvier 2015, dont je suis membre.

Contrairement à la diplomatie française, vous étiez contre un engagement militaire de la France dans le conflit syrien. Êtes-vous toujours du même avis et pourquoi?

Je pense en effet que notre pays n'a plus les moyens militaires, financiers et humains, d'être engagé dans six ou sept pays pour y mener des opérations de guerre. L'heure est venue de faire un choix entre la protection des situations en Afrique, ou l'intervention dans les interminables conflits du Moyen-Orient. Nous devons avoir une priorité et une seule sur le Moyen-Orient, à savoir la protection du Liban, et ce pour toutes les raisons historiques que nous connaissons. La France a déjà payé un lourd tribut pour sa protection du Liban et des Libanais, mais c'est à mon sens la seule mission que nous devons avoir aujourd'hui au Moyen-Orient. En ce qui concerne notre intervention en Syrie, je ne l'ai pas soutenue lors de notre engagement mais il m'apparaît difficile aujourd'hui d'y renoncer dans la mesure où nous sommes membre d'une coalition internationale.

Dans un débat au Talk du Figaro en novembre dernier, vous vous êtes demandé si Daesh n'était pas «un élément stabilisateur» au Moyen-Orient, arguant que ce sont les Occidentaux qui avaient mis «un grand désordre dans cette partie du monde». Que vouliez-vous dire?

En effet, sous l'influence des études de différents think-tank américains, j'ai évoqué cette piste qui n'est pas la mienne mais celles d'observateurs. Nous avons aujourd'hui pour obligation de lutter contre l'État islamique et les violences extrêmes qui sont les siennes. J'ai utilisé, dans l'empressement d'une interview dont le format ne me permettait pas de développer certaines idées, des termes à tort, j'en conviens, s'agissant de l'organisation terroriste majeure de ce début de siècle. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de m'exprimer sur le sujet à plusieurs reprises comme notamment dans un article de *L'Orient-Le jour* du 8 septembre 2015.

Quelle alternative à la lutte armée de l'Occident contre Daech pourrait permettre d'ouvrir la voie à la résolution du conflit syrien?

Je pense que la Russie est aujourd'hui incontournable tant par son engagement diplomatique que militaire dans cette partie du monde et nous avons eu tort d'ignorer la capacité d'intervention de ce pays sur la zone. Je regarde avec intérêt les propositions formulées aujourd'hui par différents diplomates consistant à mettre en place une sorte d'accord de Taëf en Syrie. C'est-à-dire un partage du pouvoir entre les différentes composantes, comme cela est le cas au Liban. C'est à mon avis la piste de réflexion qu'il faut suivre.

Vous êtes également l'auteur de deux ouvrages: «Avant de tout oublier» publié en 2002 et «Face à la terreur en 2000». Avez-vous l'intention d'en publier un troisième?

Ma mobilisation actuelle à l'égard de mes compatriotes vivant dans les 49 pays de ma circonscription ne me permet pas de velléités livresques. Je ne veux pas non plus jouer le rôle d'un ancien combattant même s'il est vrai que je me suis beaucoup engagé dans la protection de nos compatriotes dans ma vie de magistrat et de député. Peut-être que la retraite me donnera à nouveau l'envie de saisir la plume mais le temps n'est pas venu, aujourd'hui comme demain, je suis et je serai dans l'action.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

«Business Angels» débarque au Liban

Lors d'un colloque organisé le 24 février dernier par Business Angels Europe à Istanbul, Rabih Sabra a annoncé l'implantation de l'organisation au Liban et les mesures mises en place pour le développement de la micro et de la petite entreprise. Econews publie ici l'allocution du directeur général de la Chambre.

LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

1 – La chambre de commerce est une institution vielle de 400 ans. Elle est née d'une nécessité: représenter les intérêts des commerçants, et plus tard, quand l'État a vu le parti qu'il pouvait en tirer, discipliner les échanges.

De là vient la nature des chambres: des «institutions privées d'utilité publique», généralement constituées par une loi qui définit strictement l'étendue de leur autorité consulaire. Cependant, de par leur structure et leur organisation, les chambres continuent leur mission d'origine: le soutien de l'entreprise et le développement de l'activité commerciale.

PME, structure et performance

1·1 – Dans son ouvrage, The new industrial state paru en 1967, John K. Galbraith prédisait l'avènement de multinationales de la taille financière d'un petit État, et la disparition de la petite entreprise. Les entreprises géantes se sont de plus en plus développées, mais la petite entreprise n'a pas disparu, loin de là. De nos jours, les PME concourent de 70% à 80% de la production nationale un peu partout dans le monde.

La mondialisation de l'économie est telle qu'il faut adopter une classification homogène pour identifier les PME. La classification adoptée par l'Union européenne est un peu partout dans le monde pour les entreprises de production se base, en priorité sur le nombre de personnes qu'emploie la société:

SME Classification	Head count	Annual Turnover	Equity
Micro	< 10	< 1Mn$	< 600K$
Small	10 – 49	1Mn$ – 8Mn$	600K$ – 5Mn$
Medium	50 – 249	8Mn$ – 60Mn$	5Mn$ – 40Mn$
Large	➢ 250 +	➢ 60Mn$ +	➢ 40Mn€ +

Force et faiblesse de la start-up

1·2 – La crise qui sévit depuis quelques années a vu se développer, du fait du chômage, un intérêt accru pour les start-up. Le Liban, qui a toujours connu une économie libérale et permis à l'initiative privée de se développer, a vu la création de micro-entreprises s'accélérer depuis 2010. Le résultat fut que 60% des micros entreprises sont demeurées dans le secteur informel, et qu'au terme de cinq ans, seule une micro-entreprise sur cinq demeure en exercice. Ce phénomène s'est vérifié dans beaucoup de pays.

Il n'en demeure pas moins que les start-up ont été, depuis le début de la crise, d'un soutien important pour l'emploi et le PIB. Une meilleure gestion de ce secteur aurait un impact très positif sur l'économie du pays.

Le marché financier

1·3 – Le financement bancaire au secteur privé atteint 102% du PIB en 2014 soit 50,9 milliards de dollars.59% de ce montant va aux entreprises, dont 73% aux grandes entreprises et seulement 27% aux PME. 29% à la consommation de longue durée dont les deux tiers à l'habitat; et 12% est un financement à l'extérieur du Liban.

Par ailleurs, l'allocation du crédit à l'entreprise en fonction des catégories de débiteurs se présente ainsi:

Débiteurs	Catégories	Montants
84%	< 65k$	10.5%
14%	65 – 650k$	20.3%
1.75%	650 – 6,500k$	22,7%
0.25%	> 6,500k$	46.5%
100%		100%

• La deuxième source de financement aux PME au Liban est KAFALAT, un organisme qui garantit le crédit en principe inférieur à 400 000 dollars.

Le fonds développe plusieurs programme: Basic, Kafalat Plus, Innovation, Startup, Agriculture, Energie renouvelable.

Le plafond de la garantie varie de 200 à 400 mille dollars sur sept ans, selon le programme, avec une période de grâce d'un an, à l'exception de l'énergie renouvelable qui peut aller jusqu'à 15 ans avec une période de grâce de trois ans. Les taux sont assistés par la Banque du Liban.

• La CCIA-BML a instauré un fonds spécial pour favoriser l'innovation et l'ouverture à l'international, le FARO; elle accorde un prêt de 20 mille dollars sans intérêt sur trois ans.

• Plusieurs «micro-crédits» travaillent dans le cadre de fondations ou d'organisations caritatives. Les taux d'intérêt sont élevés pour permettre la pérennité du fonds; mais ils rendent un service appréciable aux artisans et travailleurs indépendants.

• Berytech a instauré deux fonds de capital risque (venture capital) orientés vers la technologie. Le premier accorde entre 100 mille dollars et 1 millions deux cent mille dollars, et le second entre 200 mille dollars et 1 million cinq cent mille dollars.

• La circulaire 331 de la BDL encourage les banques à rentrer dans l'équité des start-up et de la petite entreprise dans les domaines de la technologie de pointe, de l'innovation, et de l'environnement. Elle bonifie les intérêts et consacre un montant de 400 millions de dollars à ce programme.

• D'autres fonds spécialisés naissent à la faveur de la circulaire 331 dont l'impact est encore timide auprès de la PME.

MISSION DE LA CHAMBRE

2 – À côté de son activité consulaire, la Chambre de Beyrouth et du Mot-Liban a développé une activité de soutien à l'entreprise. Cette activité a varié suivant les périodes et les nécessités. Avant la fondation de la Fédération, elle a monté un solide réseau international en tant que chambre de la capitale, pour faciliter l'internationalisation de l'entreprise. Depuis plusieurs activités se sont développées:

- L'arbitrage et la médiation: le Centre de Beyrouth est devenu un «centre méditerranéen» utile aux projets d'infrastructure engageant plusieurs pays et à l'investissement étranger.
- Le GS1: assure la diffusion du code-barre et de la traçabilité des produits.
- Le Training center: formation alternative des cadres d'entreprises.
- Le Centre d'études économiques: fournit une information gracieuse aux entreprises locales et étrangères, sur tout ce qui a trait au commerce et à l'investissement.
- Le Centre de développement de l'entreprise.
- La diffusion: magazine arabe, newsletter en Français et en Anglais, embrassant tous les sujets économiques susceptibles d'intéresser la communauté des affaires.
- Formations en coopération avec l'Unido 500, promoteur de micro-entreprises, aux techniques de la gestion.
- Projets en coopération avec GIZ: orienter l'ensemble des départements de la Chambre vers le service de l'entreprise.
- Projets EU: Huit projets entrepris en parallèle ces trois dernières années: service à l'entreprise, service de la communauté, environnement, infrastructure.

LE SOUTIEN DE LA BANQUE DU LIBAN

3 – La Banque du Liban a joué un rôle actif en soutenant l'activité productive et la demande en période de crise. En effet, le Liban a subi un choc massif du fait de la stagnation de l'activité touristique, qui représente plus du tiers de son PIB et a un impact majeur sur le commerce.

Dès 2001, la circulaire 80 du 2 janvier 2001 accordait un différentiel d'intérêt de 5 et 7% aux investissements agricole, industriel ou touristique. Plus tard furent ajoutées la technologie de l'information et de la communication et l'innovation.

- Avec l'avènement de la crise, les banques furent encouragées à accorder des prêts bonifiés à l'habitation.
- En 2013, la Circulaire 331 donnait aux banques le moyen d'accorder un fonds de capital risque aux start-up et entreprises innovantes, et partageait le risque pour les encourager à rentrer dans le capital de l'entreprise.
- La politique de la BDL a permis de majorer le crédit accordé aux PME de 4,4 en 2008 à 7,9 milliards de dollars en 2013.

STRATÉGIE DES AFFAIRES

4 – Le Liban souffre d'une tare originelle due à sa décision d'ouverture dès le premier jour de l'Indépendance et du développement prématuré de son secteur tertiaire. Le résultat fut que l'économie libanaise a progressé beaucoup plus vite que les économies avoisinantes, mais en même temps elle se trouve fragilisée chaque fois que la conjoncture régionale est agitée, ce qui fut la règle les dernières décennies. Le déficit abyssal que connaît son commerce extérieur nécessite une stratégie adéquate que nous voyons sous deux angles:

Innovation

4·1 – Ouverture, culture et nécessité font que le Liban peut compter sur sa capacité d'innovation, à la fois pour réduire ses coûts et pour conquérir de nouveaux marchés. Il n'y a pas un produit dans le monde que l'on ne trouvait au Liban

quand la majorité des économies pratiquaient une autarcie systématique. Le Liban fut pendant longtemps l'université de la région; nombre d'intellectuels du monde arabe, et même au-delà, ont étudié dans ce pays. L'exigüité du territoire crée le besoin de se démarquer de la concurrence. Pour toutes ces raisons, l'innovation trouve un terrain favorable, et génère un revenu que la concurrence a tôt fait d'élimer dans les métiers conventionnels.

Internationalisation de l'entreprise

4-2 - Ouverture, culture et nécessité ont forcé les différents secteurs à être compétitifs pour pouvoir survivre. La réciproque est vraie: les produits qui se vendent au Liban se vendent presque partout ailleurs.

L'innovation et la globalisation de l'entreprise représentent la voie du succès au Liban. Elles le sont non seulement pour tous les pays qui manquent de richesses naturelles mais aussi pour l'ensemble des nations, tant il est vrai que l'ouverture est devenue la règle et qu'il n'est nulle possibilité de revenir en arrière et de maintenir le niveau de vie auquel les sociétés développées ont droit.

PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE

5 – L'innovation et le progrès technique se recoupent. Le premier a un caractère absolu, une sorte de première internationale. Il se rapproche de l'invention. Autant dire qu'il est rare. Le second se transmet de nation en nation et d'entreprise en entreprise. Tous les deux améliorent le ratio output-input et sont susceptibles de progrès social et d'amélioration du niveau de vie.

La limite supérieure est ce que Solow a appelé «Total Factor Productivity». À l'opposé, le mauvais usage des facteurs de production est à la fois la cause du retard de la société, et l'indication de l'existence d'un potentiel important, lequel utilisé à bon escient, se traduit en progrès. C'est le cas de la région MENA qui connaît un indice très faible d'activité, autour de 45%, alors que la norme est de 65%.

La maîtrise du chômage et l'amélioration du taux de la population active peuvent se traduire très vite en amélioration du niveau de vie. De même l'orientation des flux de capitaux vers les investissements productifs constituent un facteur complémentaire.

LE CLIMAT DES AFFAIRES

6 – Jadis, les avantages consentis, tels la garantie de sortie des profits ou du capital après un certain temps, la baisse de l'impôt sur le revenu, l'octroi de certaines faveurs, comme l'importation de matières premières ou la disposition de devises, faisaient la différence et attiraient le capital étranger. Aujourd'hui il n'en a cure, le seul critère est la profitabilité. Cette profitabilité est d'autant plus sûre que le pays est classé dans le premier quart du classement édité chaque année par la Banque mondiale.

Pour l'instant le pays est 104e dans le classement Doing Business in Lebanon. Malgré une forte attraction des capitaux étrangers, il n'arrive pas à les orienter vers les activités productives.

BUSINESS ANGELS

7 – La retraite est toujours à 64 ans dans la plupart des pays du monde, alors que l'espérance de vie est passée à 78 ans. La période d'activité naturelle est beaucoup plus longue. Beaucoup de professionnels indépendants continuent à travailler au-delà de l'âge de la retraite, et beaucoup de cadres se lancent dans une activité libérale.

Pour les jeunes qui se lancent dans l'entreprise à leur compte c'est une aubaine. On a souvent vu des réussites phénoménales démarrer après une faillite de la première entreprise. Explication. Le jeune qui se lance dans l'entreprise a souvent beaucoup d'atouts qui le poussent à prendre des risques. Mais le succès ne peut être au rendez-vous s'il manque l'un ou l'autre des facteurs critiques qui permettent de réaliser dans des conditions compétitives l'objet de l'entreprise. Le marché ne pardonne pas. Après la déconfiture de la première entreprise, et s'il a la chance de pouvoir reprendre, l'entrepreneur aura rectifié le tir, et trouvé la faille qui a fait périclité son entreprise.

Les Business Angels vont essentiellement combler, par leur expérience, cette lacune en plus de nombreux avantages acquis durant leur longue expérience.

Expérience récente au Lebanon

7-1 – La première expérience systématique a eu lieu à l'initiative de BADER en 2009. Une ONG créée par un groupe de jeunes entrepreneurs ayant réussi leurs affaires et qui ont voulu faire profiter d'autres jeunes du monde de l'entreprise. Au départ ils avaient l'intention de leur fournir un capital-risque à bon escient. Rapidement ils ont réalisé que le meilleur moyen était de les introduire à des Business Angels qui prendraient une part dans le capital du projet et contribueraient à sa gestion par leurs conseils.

Pratiquement, BADER organisait des séances où les jeunes présentaient leurs projets à un groupe de Business Angels, et laissait se former les affinités et les intérêts convergents.

L'expérience BADER a déjà connu plusieurs succès et aucun échec notoire dans le cadre de ce processus.

La circulaire 331 de la BDL a donné aux banques libanaises le moyen d'investir au moindre risque dans le capital de sociétés travaillant dans l'économie numérique et autres domaines de pointe. Il est trop tôt pour qu'elle donne son plein rendement, surtout que le domaine d'application est limité.

Elle sera complétée cette année par la création d'une plateforme électronique gérée par l'Autorité des marchés de capitaux, et spécialisée dans les titres des petites et moyennes entreprises, qui facilitera la participation des banques, autant que des Business Angels, en facilitant la formalité d'entrée et de sortie du capital de l'entreprise.

Des fonds d'investissement seraient entrain d'être formés pour investir dans le cadre de la circulaire 331.

IM Capital, est un fonds constitué avec l'aide de USAID MENA, qui finance des start-up et des micro-entreprises en début de carrière, qui travaillent dans le cadre d'incubateurs, d'accélérateurs ou de groupes de Business Angels.

Cette organisation serait un partenaire idéal de la Chambre de commerce qui est, grâce à sa proximité avec le monde de l'entreprise, une plateforme évidente.

La Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban a participé au consortium MedGeneration qui a mis en contact des start-up innovantes avec des réussites de la Diaspora pour leur donner l'ouverture à l'international nécessaire au succès de l'entreprise. Ce programme, qui a duré trois ans, a donné à la Chambre une technicité qu'elle est susceptible de prolonger de sa propre initiative.

Efficience dans le contexte libanais

7-2 – Le chômage fait des ravages au Liban, sans commune mesure avec d'autres économies qui connaissent un taux élevé à la faveur de la crise. On estime le taux actuel au Liban autour de 20%, et de 35% pour les jeunes diplômés. Le pays a besoin de 35 000 emplois nouveaux chaque année, il en fournit 3 500. Cet état de fait nourrit l'émigration «économique», en même temps qu'il prive la nation des forces les plus productives. Cela a fini par créer une société à deux vitesses; 27% de la population vit au dessous du seuil de pauvreté. Cette situation se trouve exacerbée par la présence de plus d'un million et demi de réfugiés syriens qui ont aussi besoin de travailler.

En même temps le Liban possède de nombreux atouts, l'ouverture de l'économie, la formation universitaire et technique à la portée de tous, l'attraction des capitaux, les accords qui le lient à l'Union européenne et au Golfe, la propension naturelle du Libanais à entreprendre nourrie par un siècle de libéralisme économique alors que les pays de la région vivaient sous un régime dirigiste qui bridait les initiatives.

L'information, la connaissance et l'expérience des Business Angels ferait certainement la différence.

Soutien de la Chambre

7-3 – Le concept moderne veut que la Chambre soit entièrement orientée vers le service, et pas seulement via le Business Development Center, département qu'on trouve généralement dans les chambres. La Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban a toujours eu un Centre d'études économiques relativement développé avec des cadres compétents, et a lancé de nombreux programmes avec l'Union européenne (ELCIM pour la modernisation de l'industrie, et par la suite de l'entreprise en général), l'UNIDO (formation de 500 cadres d'entreprise par an aux techniques de la gestion), le GIZ et, plus récemment, la formation d'un Centre de développement de l'entreprise et l'adhésion à un réseau méditerranéen.

À côté d'un centre performant pour la formation des cadres d'entreprises aux techniques de la gestion, la Chambre est très concernée par l'innovation et l'internationalisation de l'entreprise, où elle voit une solution à l'exigüité du marché libanais et à l'instabilité géopolitique de la région. Les Business Angels paraissent la solution la plus rationnelle. La voie est toute tracée

L'expérience internationale

7-4 – Le test de MedGeneration a été très positif. La Diaspora peut fournir un nombre illimité de Business Angels qui, à l'âge de la retraite, sont le plus souvent présents au Liban.

De même l'adhésion au MBAN crée une synergie dont la Chambre va sans doute profiter pour étendre l'expérience internationale à l'entrepreneur et aux Business Angels qui ont recours à ses services.

La plateforme existe déjà à travers l'EDC (Enterprise Development Center) et des cadres qui ont participé aux projets européens, notamment MedGeneration, ainsi que la structure qui a développé l'activité du FARO. Elle est appelée à se développer à la mesure des besoins car elle représente une activité essentielle pour la Chambre, et le moyen d'accomplir l'un de ses principaux objectifs qui est la consolidation des start-up.

Code de déontologie et bonnes pratiques

7-5 – Le fondement du succès dans la coopération entre l'entrepreneur débutant et le Business Angel est la relation de confiance qui doit s'établir entre eux. L'apport de la MBAN et de l'EBAN est capital dans l'identification et la diffusion des bonnes pratiques. Au début de leur carrière, beaucoup de choses échappent à l'entrepreneur autant qu'au Business Angel. Il est impératif de codifier les bonnes pratiques et d'exiger à travers l'un et l'autre leur application.

La Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban a par ailleurs la chance d'avoir un centre méditerranéen pour la solution alternative des conflits, avec un centre de médiation qui devrait vite acquérir la connaissance et l'expérience de Business Angels, et qui représenterait un garantie de bon fonctionnement à l'avenir.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Oman et Beyrouth resserrent leurs relations économiques

En visite à Beyrouth les 10 et 11 février derniers, le président de la Chambre d'Oman a annoncé l'ouverture d'un bureau de développement des relations économiques entre le Liban et le Sultanat et le lancement d'un Centre commercial dédié aux marques libanaises.

Ahmed bin Barakat bin Abdullah al-Ibrahim, Saïd Ben Salah Al Kiyumi, Mohamed Choucair et Houssam Diab.

Une délégation économique, avec à sa tête Saïd Ben Salah Al Kiyumi, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Sultanat d'Oman, a été accueillie par Mohamed Choucair, le président de la Fédération des chambres de commerce du Liban, le 10 février dernier lors d'une une conférence donnée en leur honneur, dans les locaux de la CCIA BML à Sanayeh.

Remise de bouclier d'honneur.

Parmi la délégation omanaise: Ahmed bin Barakat bin Abdullah al-Ibrahim, ambassadeur du Sultanat d'Oman au Liban, Houssam Diab, ambassadeur du Liban au Sultanat d'Oman, Chadi Massaad, président du Conseil d'affaires libano-omanais et des hommes d'affaires. Côté libanais, étaient au rendez-vous le doyen des organismes économiques libanais, Adnan Kassar, les présidents d'Associations économiques, des hommes d'affaires et des membres de la Chambre.

UN BUREAU POUR DÉVELOPPER LES RELATIONS ÉCONOMIQUES

«Nous nous engageons à préserver les relations historiques entre nos deux pays, à les développer et surtout à les diversifier», a déclaré Mohamed Choucair en ouverture insistant sur le soutien permanent du Sultanat d'Oman auprès des Libanais. «Le Liban a traversé des périodes difficiles ce qui a eu notamment pour conséquence un affaiblissement des visites de nos frères du Golfe, dont les ressortissants ont toujours représenté un avantage compétitif pour notre secteur touristique et nos investissements», a-t-il poursuivi. «Nous espérons que cette visite inaugurera leur retour au Liban comme un véritable indicateur du redressement économique et de la prospérité retrouvée», a-t-il souhaité. Dans des circonstances régionales et mondiales difficiles, il a appelé ses homologues omanais à agir vite dans l'objectif de développer les échanges bilatéraux, et ce à travers une meilleure communication et coordination entre les secteurs privés des deux pays. Rappelant aussi les réalisations réussies du passé entre les hommes d'affaires des deux pays, il a souhaité renforcer ces échanges. Il a voulu rassuré sur les avantages compétitifs dont continue de jouir le Liban à savoir: la sécurité, le succès de son secteur privé et la découverte de gisements pétroliers et gaziers au large du pays. «La reconstruction de la Syrie sera aussi un enjeu sur lequel les deux pays pourront plancher ensemble», a-t-il poursuivi. «Rassemblons nos énergies pour renforcer notre compétitivité en créant des partenariats de travail entre nos hommes d'affaires afin d'en retirer le maximum d'avantages pour nos deux pays et nos deux peuples», a-t-il conclu.

À son tour, Saïd Ben Salah Al Kiyumi, président de la Chambre de commerce et d'industrie du Sultanat d'Oman, a salué les «ambitions réelles» de son hôte pour construire les meilleures relations économiques avec le Sultanat d'Oman. «Nous nous tournons vers le Liban et son dynamique secteur privé avec ses hommes d'affaires qui ont prouvé au monde entier leur capacité, leur force et leur mérite», a-t-il affirmé, appelant les entrepreneurs libanais à avoir une plus grande présence au Sultanat d'Oman comme c'est déjà le cas dans les autres pays du Golfe. Dans cet objectif, il a assuré vouloir élargir et intensifier les partenariats avec les hommes d'affaires libanais en particulier depuis la mise en place de démarches facilitant le commerce entre les secteurs privés des deux pays. Il s'est ensuite penché sur les avantages compétitifs du Sultanat. «Oman est un pays qui jouit d'une grande stabilité politique et sécuritaire, qui respecte l'Etat de droit et offre de nombreux avantages aux investisseurs car notre économie est très diversifiée et nous avons de nombreux projets régionaux, avec l'Iran notamment, et une proximité portuaire très avantageuse». «À la demande de Mohamed Choucair, un bureau de développement des relations économiques entre le Liban et Oman verra le jour à la Chambre de commerce omanaise en vue de faciliter les démarches économiques et commerciales entre les hommes d'affaires des deux pays et de renforcer les partenariats», a-t-il enfin annoncé.

Signature d'un accord de coopération entre les deux chambres.

Houssam Diab, ambassadeur du Liban à Oman, a quant à lui salué l'action des autorités gouvernementales des deux pays qui ont établi des conventions facilitant les échanges commerciaux bilatéraux, notamment grâce à la ligne aérienne directe Beyrouth-Oman.

Quant à l'ambassadeur omanais au Liban, Ahmed bin Barakat bin Abdullah al-Ibrahim, il a souhaité à son tour que cette rencontre soit le prémisse à des échanges fructueux dans l'intérêt des deux pays et des deux peuples.

Observations sur les échanges commerciaux entre le Liban et Oman*

- Les exportations libanaises vers Oman ont enregistré une augmentation: en 1995, elles s'élevaient à 3 millions de dollars pour atteindre les 24,4 millions en 2015 ; Tandis que le volume des importations libanaises dans la même période est passée de 1,6 millions de dollars à 21,7 millions.
- Les exportations libanaises vers Oman ont enregistré une valeur record en 2015, atteignant 24,4 millions de dollars.
- Quant aux importations libanaises en provenance d'Oman, elles ont enregistré un niveau record en 2014, atteignant les 22,8 millions de dollars.
- Les exportations libanaises vers Oman sont caractérisées par leur diversité. L'exportation de produits douaniers sur une période de quatre mois en 2015 représentent environ 50% du total des marchandises exportées. Tandis que le volume des importations libanaises en provenance d'Oman ont une diversité restreinte; les importations de marchandises sur deux mois selon les douanes représentent 59% des marchandises importées au total.

Les échanges commerciaux entre le Liban et Oman (Million $)

Année	Exportations	%	Importations	%	Balance commerciale
2006	7.8	0,3%	22,7	0,2%	-14,9
2007	10,3	0,4%	5,9	0,0%	4,4
2008	14,4	0,4%	7,1	0,0%	7,3
2009	12,7	0,4%	9,4	0,1%	3,3
2010	11,7	0,3%	10,6	0,1%	1,1
2011	13,2	0,3%	12	0,1%	1,2
2012	14,7	0,3%	14,5	0,1%	0,2
2013	18,4	0,5%	22,4	0,1%	-4
2014	22,6	0,7%	22,8	0,1%	-0,2
2015	**24,4**	**0,8%**	**21,7**	**0,1%**	**2,7**

**Source : Centre de recherches économiques (CER) de la CCIA-BML*

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

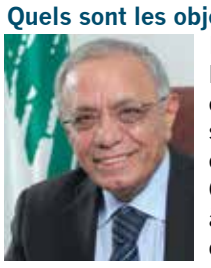
THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

À Paris, on discute des opportunités d'investissements avec le Liban dans les T.I.C et le numérique

Les présidents de la Chambre de commerce franco-libanaise, Gaby Tamer, et de l'Agence pour le développement des investissements au Liban, Nabil Itani, en partenariat avec Business France, lancent, à la Maison de l'Unesco à Paris le 17 mars prochain, le premier séminaire dédié aux entreprises libanaises œuvrant dans le secteur des TIC et du numérique. Davantage de détails sur cet événement dans cette interview croisée.

NABIL ITANI: L'EUROPE EST LE DEUXIÈME MARCHÉ D'EXPORTATION DES PRODUITS TIC LIBANAIS

Quels sont les objectifs de ce séminaire?



Il s'agit de présenter au marché français les potentialités du marché libanais en matière de T.I.C (Technologies de l'information et de la communication) et les compétences des entreprises libanaises du secteur. D'exposer les besoins et les opportunités du marché français et plus généralement le potentiel commercial des marchés du Moyen-Orient et d'Afrique. Mettre en relation les entreprises des deux pays à travers des rencontres (B2B) dans l'objectif de générer des liens d'externalisation ou de partenariats pour les marchés du Moyen-Orient et d'Afrique.

Est-ce une façon d'encourager les partenariats public-privé au Liban et entre la France et le Liban?

Ce n'est pas la première fois que l'on s'engage dans un PPP. Nous collaborons chaque année avec la Chambre de commerce pour promouvoir plusieurs secteurs libanais, dont le tourisme ainsi que l'export de produits libanais en France. C'est en revanche la première fois qu'un tel partenariat a lieu pour le secteur du numérique en particulier. Il a été mis en place vue l'importance de ce secteur et l'importance des relations qui existent entre le Liban, la France et l'Afrique. Selon une étude d'IDAL, l'Europe est le deuxième marché d'exportation des produits TIC Libanais (17%), suivi par l'Afrique en troisième place (presque 10%).

Que gagnent les entreprises libanaises participantes mis à part une visibilité sur le marché français?

Elles auront l'opportunité d'accéder au marché français, mais aussi au marché africain, et par la suite d'augmenter les taux d'export des produits TIC libanais vers ces deux destinations. Elles auront aussi l'opportunité de découvrir comment d'autres entreprises libanaises ont déjà réussi à établir des partenariats avec des compagnies françaises à travers des témoignages de collaborations en matière d'externalisation entre la France et le Liban.

Envisagez-vous de faire de cette rencontre un événement annuel?

En fonction des résultats de ce premier essai, nous espérons pouvoir en faire un évènement annuel pour encourager les entreprises libanaises à développer des partenariats commerciaux avec les sociétés françaises.

GABY TAMER: CE SÉMINAIRE SERA UN TEST POUR L'ATTRACTIVITÉ DU MARCHÉ LIBANAIS

Quels sont les objectifs de ce séminaire?

Présenter au marché français les entreprises libanaises de l'industrie du numérique et des T.I.C, dans le but de générer des liens et de créer une collaboration entre les entreprises des deux pays. Ces liens pouvant se tisser sous forme d'externalisation ou à travers des partenariats. Elles pourront commercialement s'appuyer sur le poids de la diaspora professionnelle libanaise au Moyen-Orient et en Afrique.

Est-ce une façon d'encourager les partenariats public-privé au Liban et entre la France et le Liban?

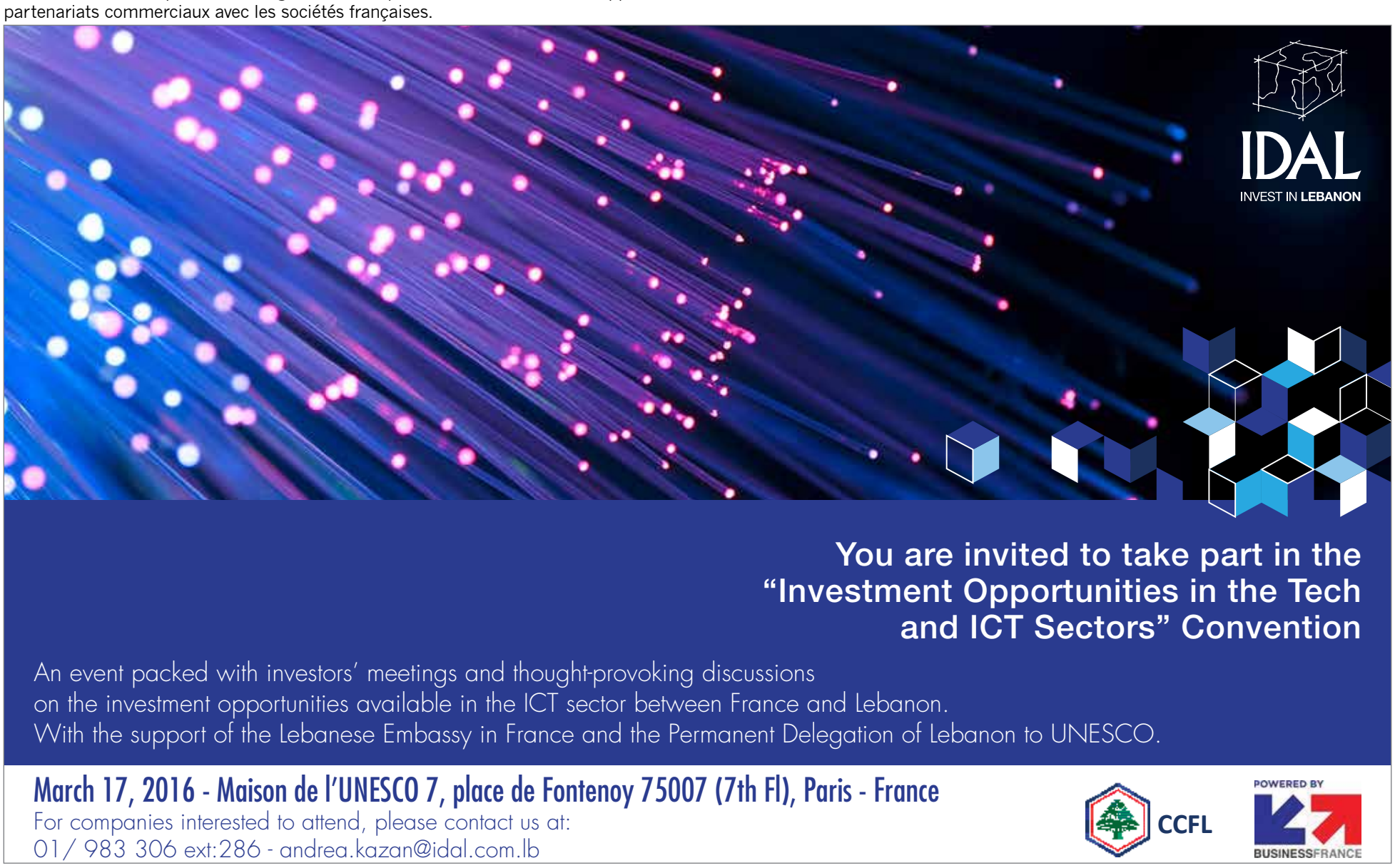
Le partenariat envisagé est une collaboration ou un partenariat entre les entreprises privées des deux pays dans le cadre de l'objectif mentionné. IDAL et la CCFL ont donc un rôle de catalyseur de cette collaboration et de mise en relation des entreprises. Une cellule de coordination et de centralisation formée par IDAL et la CCFL permettra d'assurer dans le futur le lien entre les entreprises respectives.

Que gagnent les entreprises libanaises participantes mis à part une visibilité sur le marché français?

Une connaissance du marché français, de l'externalisation, de ses conditions, de ses aspects fiscaux; une connaissance des potentialités futures des marchés de l'Afrique et du Moyen-Orient; une participation à des rencontres B2B qui seraient le cas échéant organisées.

Envisagez-vous de faire de cette rencontre un événement annuel?

Ce séminaire sera un test du potentiel de collaboration bilatérale et de l'attractivité commerciale du marché libanais dans un contexte géopolitique très perturbé. Les partenaires de cette initiative font tout pour assurer la réussite et la continuité de cet événement.



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

LTC THE LEBANESE TRAINING CENTER

at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is pleased to announce the upcoming following trainings:

BASIC OF E-COMMERCE

Trainer: Mr. Jihad Bitar
Lecturer at ESA & ALBA; Expert in business planning, digital project management, communication and entrepreneurship mentoring.

Date: 21 & 22 March, 2016

Time: 5:00 - 8:00 P.M

Outline: The training is an introduction to e-commerce for companies that wish to sell their products through this distribution channel. The course will cover the basics on the thinking required to e-commerce, the elements you need to prepare and the basic marketing factors to make this venture succeed.

Target: This training is addressed to business owners and marketing departments.

CORPORATE EVENTS MANAGEMENT

Trainer: Mrs. Maria Boustany Abi Nasr
Trainer and Expert in public relations, events management and corporate events strategies and management.

Date: 5, 6 & 7 April, 2016

Time: 5.00 - 8.00 P.M.

Outline: Successful planning and organizing of events and conferences is critical for all companies and ventures. This workshop will introduce a practical approach to successful planning and organizing of corporate events and conferences in a professional method. The training will tackle with practical cases and exercises how organizing the different functions, controlling the different activities and preparing the estimated budget.

Target: This training is addressed to business owners, marketing/ public relations departments, human resources, corporate events managers and project managers.

PLANNING & CONTROL TOOLS FOR FINANCIAL EXECUTIVES

Trainer: Mr. George Assilian
CPA, Financial advisor and Auditor

Date: 13, 14 & 15 April, 2016

Time: 5.00 - 8.00 P.M

Outline: The objective of this seminar is to provide executives and financial controllers with the best planning & control tools (cost volume profit analysis, Job costing, ABC costing & overhead allocation) used in strategic decision making; This hands on seminar explains the best tools for using financial & non-financial information in the decision making process with the use of case studies.

Target: This training is addressed to Finance and non-finance professionals, functional managers, executives and all individuals in key roles involved directly or indirectly with the capital budgetary planning and process in an organization.

Certificates signed by the Chamber will be delivered after completion of each course.

For information/registration:
Call Center: 1314 Ext 15
T: 01-353190
Email: ltc@ccib.org.lb
Training@ccib.org.lb
Free parking access

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

New Service @ CCIA-Tripoli & the North for the Association of Dentists

With an unprecedented effort made by the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Tripoli and North Lebanon and under the patronage of its President Toufic Dabboussi, the «Lebanese Continuing Education Center for Dentists» was launched at the Chamber in cooperation with the Association of Dentists in Tripoli and the North.

Target audience included representatives of political figures, academics, dentistry associations and specialists, diplomats, mayors, heads of trade unions and associations, and business men and women.

In his opening speech, Dr. Bilal Barakeh, chairman of the committee on continuing education at the Association of Dentists in Tripoli and the North, praised the establishment of the Center, commending the new service provided to Lebanese dentists with the support of CCIAT. He added that this new achievement of the Chamber of Tripoli headed by Toufic Dabboussi falls within a series of successful projects executed for the city of Tripoli, which in turn impacted the whole nation.

«A great city is where science and brotherhood meet and prevail; we are experiencing this in spite of the current stressful instability and the tense economic and political circumstances", said Dr. Adib Zakaria, President of the Association of Dentists in Tripoli and the North. Dentists are part of the economic cycle in the city, and the "Continuing Education Center for Dentists" is intended to develop their skills through mobilizing colleagues and providing them with the best scientific practices to maintain the highest levels of knowledge in the field of dentistry, and to track trends and evolutions in the medical field, especially in view of the absence of a dentistry faculty in the North. He further noted that the establishment of such a center would be an opportunity for dentists to effectively develop organizationally and individually.

> "DABBOUSSI: HUMAN BEING IS THE CORE OF THE ECONOMY AND THE CHAMBER EMBRACES ALL"

In the closing note, the President of the Chamber of Tripoli stated that the establishment of such a center serving the North is exceptionally prestigious for the city of Tripoli, since practitioners will gain the knowledge on latest advancements in science and technology, contributing in turn to the quality of services in the North as well as to the development of the local economy. "We believe that human being is the core of the economy," Dabboussi said, adding that as the seriousness and faith in self-development is obvious, "CCIAT with all its potentials, president and members will make every effort to materialize these aspirations". He praised the role played by the Association of Dentists in Tripoli and elucidated the relationship between the Chambers of commerce and the dentistry profession, describing it as vital for the economy "as practicing physicians play a role in economic and social life cycle; the more dentists' capabilities and competencies are strengthened, the more it is reflected positively on them in terms of increased incomes, and by the same token, their role will grow in our national economy, rendering Tripoli a city of practicing excellence".

Dabboussi emphasized the strategic role of Tripoli and the role played by the Chamber of Tripoli to strengthen the national and regional economic role of the city, including different talks with international and regional partners to implement development projects, the support provided to the special economic zone by providing 500 sq. meters of space for its offices and a supporting team in order to help launch and promote investments. Last but not least, the actions taken by the Chamber of Tripoli towards establishing a «national investment company» to manage Rashid Karami Exhibition Center through promoting public-private partnerships.

In conclusion, the screening of a documentary about the Association of Dentists in Tripoli and the North was presented.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The socio-economic integration of youth through strengthening vocational education

JOB & ORIENTATION FAIR 2016 IHB

The 2016 edition of the Job & Orientation Fair was launched at the UNESCO Palace – Beirut, on 19th of January, under the high patronage of the Minister of State for Administrative Reform Mr. Nabil de Freige and the Minister of Industry Dr. Hussein Hajj Hassan, and was organized by the Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD) in partnership with the Foyer de la Providence.

The fair is part of AKFAR III, a program aiming at enhancing the professional integration of the youth by strengthening their connections with the labor market, in particular those with learning disabilities or special needs. It is funded jointly by the European Union and the Drosos Foundation, and monitored by the Minister of State for Administrative Reform.

This fair focused on industrial jobs, targeting students from academic schools, students and graduates of technical schools, and job seekers. The prime objective is to create linkage between complementary and technical schools and local companies. Subsequently, the fair aims to entrench corporate social responsibility. Non-Governmental Organizations working in the field of integration and inclusion of youth with learning disabilities and special needs participated to raise awareness on their access to the labor market.

During two days (19-20 January), the fair witnessed an integrated coordination between all concerned parties ; approximately 2000 students and job seekers and technical students had the opportunity to meet companies and become more familiar with their environment, some well-known companies from Beirut and Mount Lebanon were present representing the industrial fields. Potential employment opportunities and vacancies were discussed between companies and job seekers.

RAISE AWARENESS ABOUT PROFESSIONAL INCLUSION

During the opening ceremony, the speeches were pronounced by representatives of public and private sectors, namely Nabil de Freige- Minister of State for Administrative Reform, Dr. Hussein Hajj Hassan- Minister of Industry, Ahmad Diab- General Director of the Vocational Training Education, Rabih Sabra, General Director –CCIABML, Nicolas Pinton, Director of MENA – IECD.

Promoting V&T education in Lebanon to be a competitive advantage of the Lebanese educational system

In his opening note, Sabra underlined the strategy of the Chamber of Beirut & Mount Lebanon set up for developing adequate technical programs towards building a qualified and well trained working force. In this context, he noted the full support of the Chamber of Beirut to all local and European projects in the field of technical education. “We have been committed for years to build partnership and cooperation with GIZ- the German development program for promoting dual education program”, he said, adding that such a program allowed for successful models of technical & vocational education systems in some European countries such as Germany, Denmark, and Austria.

He also noted the continuity of this cooperation through the establishment of a joint advisory and coordinating committee for V&T education and training between the Federation of Lebanese Chambers and the Ministry of Education, for the development and appropriateness of the curricula with the actual needs of institutions in Lebanon. An example of this cooperation achievement is the car mechanics and cooking professions.

At the level of academic education, and within the framework of the European Tempus program, the Chamber participated in two programs, ADIP and PACOME, aiming at appropriating the best university curriculum with actual required skills by the Lebanese institutions.

Sabra congratulated the ISA-CNAM Liban Academy for launching, in partnership with the Academy of Paris, the elevators’ specialization as a pilot program to keep pace with the requirements of the Lebanese market, and praised Mitsulift company for fully embracing and sponsoring this program.

Finally, he confirmed the Chamber’s mission, which is to promote vocational and technical education programs in Lebanon to be a competitive advantage of the Lebanese educational system.

The fair fits into a comprehensive strategy adopted by IECD regarding the socio-economic integration of youth through the strengthening of vocational education.

About IECD (Institut Européen de Coopération et de Développement)

IECD is recognized as a non-profit organization that was founded in France in 1988. Since 25 years, IECD has been developing expertise in vocational training and support to small and micro enterprises. Its teams have been committed to promote training and education among youth, help small entrepreneurs to develop a sustainable activity, and open up educative and health structures to the most vulnerable. It has been active in Lebanon since 1989. In 2006, it starts collaborating with the Foyer de la Providence based in Salhiyeh on projects aiming to improve the socio-professional inclusion of youth and the access of disadvantaged populations to education.

About IECD: www.iecd.org; contact:hasan.teryaki@iecd-po.org

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Lebanon at fruit logistica 2016

Chambers' representatives, Lebanese officials, exporters, farmers and input suppliers have participated in Fruit Logistica 2016 in Berlin, the largest yearly event in the history of fresh produce trade with 2,891 exhibiting companies and organizations from 84 countries, and more than 70,000 high-profile trade visitors from over 130 countries.

For the sixth consecutive year, the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon (FCCIAL) has organized the participation of Lebanon in Fruit Logistica 2016 which was held from 3 to 5 February in Berlin, Germany. The Lebanese delegation was formed of about 50 Lebanese exporters, producers, cooperatives, suppliers of agricultural products, distributors and others in collaboration with IDAL (Investment Development Authority of Lebanon), and the Ministry of Agriculture.

The official inauguration of the Lebanese Pavilion took place in the presence of the Lebanese Ambassador in Germany H.E. Dr. Moustafa Adib, the General Director of the Ministry of Agriculture Eng. Louis Lahoud, the President of Chamber of Saida and South Lebanon and Vice President of FCCIAL, Mohamad Saleh, and Raphael Debbane, head of agricultural committee, in addition to Chambers' representatives and the Lebanese delegation.

Dr. Adib emphasized in his speech the importance of Lebanon's participation in Fruit Logistica which puts the Lebanese products on the international map of fresh fruits and vegetables market. He appreciated the efforts and the consistency of the Federation of Chambers in Lebanon in organizing such event. In his turn, Mr. Lahoud declared that the Ministry of Agriculture will always be ready to assist the Lebanese producers in building their capacities in order to meet the expanding demand for fruits and vegetables.

During the exhibition days, the Federation hosted a convivial dinner for the Lebanese participants in presence of H.E. Moustafa Adib and the Lebanese embassy team.

SALEH: FRUIT LOGISTICA OFFERS AN OPPORTUNITY FOR THE LEBANESE AGRICULTURAL PRODUCTS TO COMPETE IN INTERNATIONAL MARKETS

«Our participation in the Exhibition is different this year compared to former years at all levels of participation and logistics», Saleh said in his statement. He noted that the Chamber of Saida and South Lebanon, in cooperation with FCCIAL and the Chambers of Beirut& Mount Lebanon, Zahle & Bekaa, and Tripoli & North Lebanon, gave priority for the display of fresh agricultural products such as potatoes, grapes, apples, avocados and citrus fruits, in addition to olive oil at the Lebanese booth that was properly designed to boost Lebanon's image abroad. He added that the participation of the agricultural sector at this international fair will pave the path for Lebanese agricultural products to compete in international markets.

RAPHAEL DEBBANE: "THIS ACHIEVEMENT IS DUE TO THE INITIATIVE OF THE FEDERATION OF LEBANESE CHAMBERS"

In the evaluation, Debbane said: "the participation of Lebanon for the 6th consecutive year at the International Fair Fruit Logistica 2016 in Berlin, is by itself an achievement. This achievement is due to the initiative of the Federation of Lebanese Chambers which succeeded to join efforts with the Ministry of Agriculture, IDAL, and the Association of Lebanese Exporters for Fruits and Vegetables". He underlined "the important role played by the Lebanese Chambers in undertaking the coordination between all interested parties (public and private sectors) to achieve an important task which is the presence of Lebanon in various international fairs.

He further added that the agriculture committee at the Federation has been instrumental in bringing together, with great difficulties and perseverance, the main actors in this project "the exporters". "Our hope is that such perseverance is met by the eagerness of the exporters to take advantage of the seriousness of the Chambers in supporting all efforts that aim at marketing and promoting the export of Lebanese agricultural produce to the world", he said, stressing that Fruit Logistica is certainly one of the most useful scenes to maximize the effort of all concerned parties in developing the export market.

In 2016, Fruit Logistica marked a special milestone with a new attendance record of 70,000 trade visitors. The biggest trade visitor groups were fruit and vegetable growers, representatives from import/export businesses, followed by representatives from the wholesale and retail trade. Along with the many opportunities to initiate and conclude business transactions, the global attraction of the trade fair was especially important to exhibitors. The high level of innovative strength in the sector was clearly demonstrated by no less than twenty-seven world premieres.This statement will motivate the Lebanese exporters to plan their participation with more activities and involvement in Fruit Logistica events in the coming years.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Circular 331: what assessment can be done 30 months later?

Bachir el Khoury

Some US$ 250 million have already been pledged or invested since the issuance in August 2013 of the circular #331 by the Banque du Liban (BDL) to support technology start-ups in Lebanon. This unprecedented initiative begins to bear fruits, yet not without obstacles.

The mechanism put in place in August 2013 encourages Lebanese banks to invest, directly or through investment funds, up to 3% of their capital in start-ups working in the field of "knowledge economy". More specifically, banks may "buy" up to 80% of the capital of a company for a maximum period of seven years. In exchange, they get credit facilities with 0% rate from the Central Bank (BDL), that they can invest in treasury bills to cover, through the interests they gain, their participation in the stakes of start-ups. Moreover, the BDL guarantees 75% of the investment, recovering in return 50% of profits.

> SINCE AUGUST 2013, FOUR FUNDS HAVE ALREADY EMERGED: IMPACT, BERYTECH FUND II, LEAP VENTURES AND CEDAR MUNDI, WITH A TOTAL CAPACITY OF MORE THAN US$ 200 MILLION

Sincethen, some US$ 250 million have already been pledged or invested out of the US$ 400 million planned to be invested in the medium term (3-5 years) when the circular was issued - a good record, yet not optimal, given the initial projections. The main cause behind this financial envelope "gap"is that out of the 64 banks in Lebanon, less than 20 entities have been so far directly or indirectly involved in the process, despite the financial incentives given by the BDL. These are essentially the BLC Bank and Al-Mawarid Bank. Others such as Blominvest, BankMed and SGBL participated indirectly through investment funds, which remains the most common mode of investment so far.

BANKING MENTALITY, LEGAL REQUIREMENTS, FUNDS POSITIONING

This reluctance comes mainly from the fact that this type of investment is traditionally not part of the core business of Lebanese banks. This has been further exacerbated by the gap between the local banking mentality and modus operandi, still relatively «classic» (in terms of guarantees, valuation of assets, etc.) and the ones of the startups, which have their own way of thinking, language and valuation system.As such, the offer on the market narrowed from potentially more than 60 banks to some investment funds.

Another obstacle is the relatively limited investment opportunities on the Lebanese market. Despite the proliferation of innovative ideas, combined with the existence of significant liquidities and successful fundraising realized in the last 30 months–that have attracted many local and foreign players, including the Spanish-Kuwaiti fund"Cedar Mundi" (read below) - the number of targeted projects is still relatively small. This limitation is linked both to structural factors (narrowness of the local market) but also to certain legal requirements imposed by the Central bank.

Indeed, companies wishing to benefit from the circular 331should be registered as a Lebanese joint stock company (Société Anonyme libanaise, SAL), the BDL's objective being not only to support the economy and employment, but also to avoid tax evasion. This is no doubt a"noble" goal, but is seen as a hindrance by companies looking to also attract foreign investors. For instance, one of the largest Lebanese success story, the online music platform "Anghami", did not benefit from the circular, because it is registered in the Cayman Islands. But the company succeeded in attracting valuable investors, among which the Middle East Venture Partners (MEVP), the first channel in the Arab world, MBC, and the Saudi operator Mobily.

Finally, the new funds being most often positioned on the same niche, namely the issuance of Series A and B - corresponding to the first two capital increasing phases- this may have further limited investment opportunities, reducing the scope of liquidities allocation among new-born entities. In addition, some promising start-ups were so coveted that they were sometimes overpaid.

FOUR MAIN INVESTMENT FUNDS

Despite these constraints, the process is well under way, boosted by the motivation of start-up experts and NGOs (Bader, etc...), investors and young innovators. Since August 2013, four funds have already emerged: the first, called «Impact», launched in December 2013 by the investment group MEVP, in partnership with BlomInvest and MedSecurities, and has collected US$ 55 million. It plans to invest this amount through US$ 500,000 to US$ 5 million capital acquisitions among twenty to twenty-five companies over a period of four years. The fund has so far made five investments for a total value of US$ 12.5 million in the following companies: Bookwitty, Fadel, Fuel, Klangoo and Mobinets.

As for Berytech Fund II, launched in early 2015 through the contribution of nearly seventeen local banks, it gathered US$ 50 million dedicated to individual investments varying between US$ 1 and 5 million in each company, hence representing 15% to 40% of the companies' shares.

In parallel, Leap Ventures, officially launched in March 2015, will invest US$ 71 million in growth stage companies. SGBL has contributed, among other banks, through an amount of US$ 10 million. Leap Ventures is currently the only fund operating in the frame of the circular 331, but also manages a complementary wing, allowing conventional investors committed to assume 100% of the risks to come in.

A last fund is «Cedar Mundi», set up by the Spanish company Mundi Ventures, and the Kuwait International Financial Advisors (IFA). It has already invested US$ 1.5 million in a start-up called "ChefXChange", a platform for home chefs based in Dubai and founded by the French Lebanese Karl Naim and the American Marc Washington.

> ONE MAJOR OBSTACLE IS THE RELATIVELY LIMITED INVESTMENT OPPORTUNITIES, WHICH IS LINKED BOTH TO STRUCTURAL FACTORS - THE NARROWNESS OF THE LOCAL MARKET - BUT ALSO TO CERTAIN LEGAL REQUIREMENTS IMPOSED BY THE CENTRAL BANK

«BOOTCAMP» AND «UK TECH HUB LEBANON»

In addition to the financial facilities offered to Lebanese start-ups, the implementation of the circular 331 has given rise to many initiatives to support the Lebanese entrepreneurial fabric. Among them, the creation a year ago by al-Mawarid Bank and the Alt City common workspace of the "Bootcamp startup program". This program does not invest directly in start-ups, but helps companies in their takeoff phase. The benefiting companies will, however, have to cede a small portion of their capital to the two founding and managing entities(3 to 5%).

In parallel, the Lebanese-British program «UK Tech Hub Lebanon», funded 100% by the BDL in partnership with the UK Government has already selected fifteen Lebanese startups to benefit from a six month training in London, including mentoring and networking with local partners.

The BDL is also active on the promotional level, and has organized last December, the second edition of «BDL Accelerate», a 331circular-oriented event, attracting 6000 participants, a hundred speakers and two-hundred exhibitors.

Welcome to *ECO*NEWS

Subscribe and receive your copy free of charge

Send an Email to : Econews@ccib.org.lb

Kindly specify
- *ECO*NEWS printed version
- *ECO*NEWS electronic version

Name
Institution
Address
Mobile
Email

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Mentoring action for supporting Lebanese agro-food exports to Europe

Within the framework of a mentoring activity under EuroMed Invest program, the Chamber of Zahle & the Bekaa developed useful contacts with Voka- Chamber of Commerce and Industry Anthwerp-Waasland

Participants at the mentoring action in Zahlé, Lebanon – February 2016

Mr. Luc Van Looveren, Senior Advisor EU relations, offered in February a short training on exporting to the EU to staff members of Zahle Chamber and exporting companies from various sectors. The focus was on exporting agricultural and food products.

Participants showed an active interest in demonstrations of various websites with useful information for exporters and a presentation of a specific checklist (questionnaire) on EU rules for agricultural and food products to easily identify and follow-up relevant EU product legislation which needs to be implemented for certain products.

Model case workshops were conducted and included interviews with participating Lebanese companies, and the checklist was used practically and information were exchanged about specific points of interest, such as the European regulations concerning MRLs for the use of pesticides in agricultural products or processed food products, rules on the use of additives in wines, in addition to EU rules for bringing cornflakes, cereal bars and natural mineral water or drinking water on the markets of EU Member States.

For more info about this mentoring activity, visit the website: www.euromedinvest.eu or contact: luc.vanlooveren@voka.be

GMI: The Green MED Initiative

Mediterranean cities face a major challenge of solid waste management. While the waste management problem is more critical in some countries of the Southern Mediterranean than the Northern Mediterranean countries, both shores suffer from poor policies and practices for the management of their solid waste.

Under the slogan «**There is no planet B, Recycle!**» the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Beirut and Mount Lebanon has deployed 110 Reverse Vending Machines (RVMs) in 62 schools and 6 universities of 4 Mediterranean countries: Lebanon, Italy, Spain and Tunisia.

The GMI project, funded by the European Union, was launched in 3 Catalan universities in April 2015, followed by 5 Sardinian schools in October 2015, and 25 Lebanese schools and universities in December 2015. The project will cover more Lebanese schools in the coming months. The machines will become officially operative in 36 Tunisian schools during the second week of February 2016.

Throughout this project, the CCIA-BML attempts to encourage young minds of the future not only to be environmentally responsible, but also to engage in a first-hand experience with the environmental services industries. It also offers students a unique opportunity to reduce their ecological impact and return single-use beverage containers. The collection and recycling in Lebanon are ensured by Averda and Atria, the Lebanese project partners.

When returning their empty containers (cans and plastic bottles), users can get instant rewards based on the regional "Rewards & Challenges" programs specific to each of the regions involved in this project. This approach is a clean and safe tool that motivates students to be more environmentally engaged. The RVMs will issue a ticket with points reflecting the number of empty containers inserted, students will create an account at **react.tomra.com/gmi** where they can collect points, redeem them, and compete with fellow students from other Mediterranean countries!

The results so far have been marvelous as the numbers speak volumes of how the students have responded positively to the project. An astonishing 175,326 bottles have been recycled in Lebanon till to date. Students in Lebanon redeem their points for a wide variety of rewards (for more information visit: **www.gmiproject.eu/LB)**. In Spain 33,998 bottles have been recycled, participants enter a draw at the end of the month where 3 winners are announced. Last but not least, students in Italy are doing a great job as 19,607 bottles have been recycled for now, with a similar rewards program to Lebanon where students collect points for their achievements, the points are redeemable for specific gifts.

The Green MED Initiative has not only engaged students, but also different companies (Spinneys, UCI Cinemas, Indoona, etc.) from the Mediterranean region are now involved in CSR activities thanks to the project.

GMI The Green MED Initiative — Project funded by the EUROPEAN UNION — ENPI CBCMED

HORECA: Lebanon leads franchising in the Middle-East

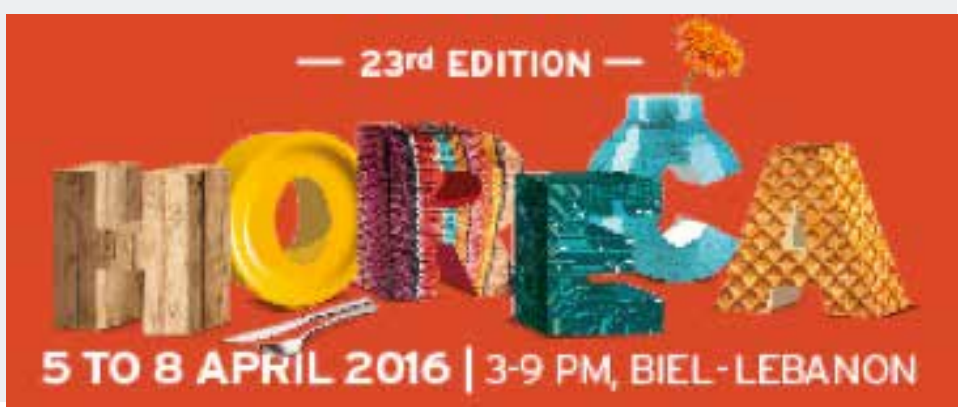
With more than 330 exhibitors and over 40 international experts and leading industry figures, the 23rd edition of HORECA LEBANON will offer the most comprehensive insight into new trends and products, providing a key entry point to the hospitality and food service industries.

It is estimated that franchising contributes close to USD 1.5 billion to the Lebanese economy annually, equating to around 4% of the entire GDP.

A study by the Lebanese franchising Association(LFA) has revealed that the main export destinations for Lebanese franchisors are the Gulf states and major hubs across the Middle East, namely, Dubai, Abu Dhabi, Riyadh, Jeddah, Doha, Erbil and Baghdad.

With over 70% of the 744 franchised concepts in Lebanon deriving from the F&B sector, investment in hospitality activity represents a major portion of investments. According to Raja Habre, executive director of the LFA, HORECA LEBANON continues to be one of the major events taking place in the region. "This gives an indication that the industry is growing since it is backed by the most important show in Lebanon" he commented. Indeed, the LFA will be present at this year's event.

HORECA LEBANON will open its doors from 5 to 8 April 2016 at BIEL.



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

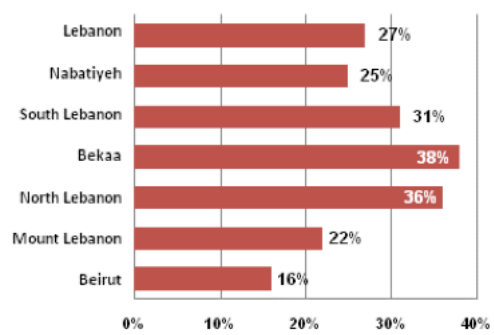
THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Lebanon: 27 percent of the population below poverty line

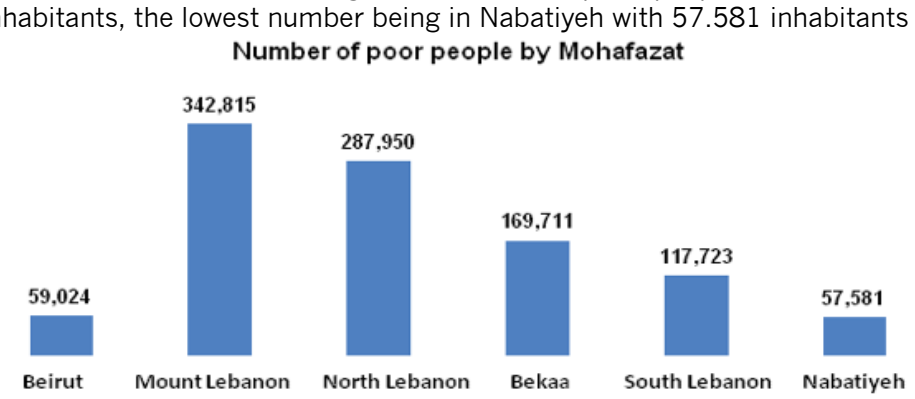
WK

According to a recent study of the Central Administration of Statistics (CAS) and the World Bank, the rate of poverty in Lebanon reached 27 percent of the population, that is to say there are about one million people with a level of consumption lower than the annual per capita poverty rate fixed at 4.729 thousand pounds, or about US$ 8.75 per day. This study is based on the average spending of the individual and family during the years 2011 and 2012.

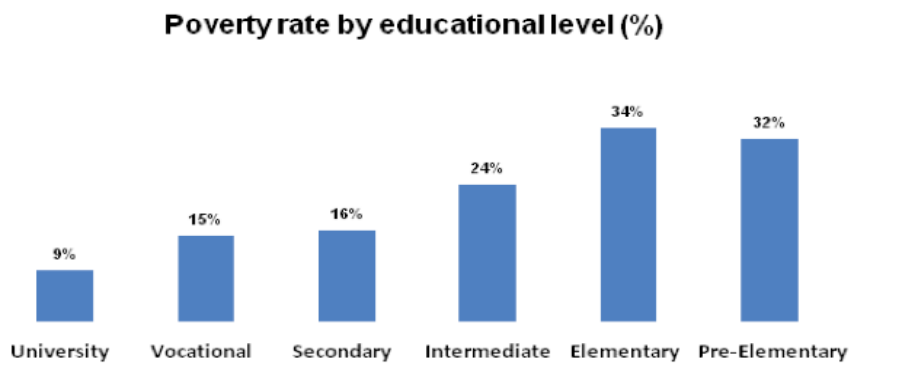
It is worth noting that this study relied on data belonging to 2011 and 2012, that is before the burst of the Syrian crisis with its repercussions on the economic, social and political spheres, but also before the explosion of the Syrian refugee crisis with the presence of about 1.4 million refugees according to estimations.



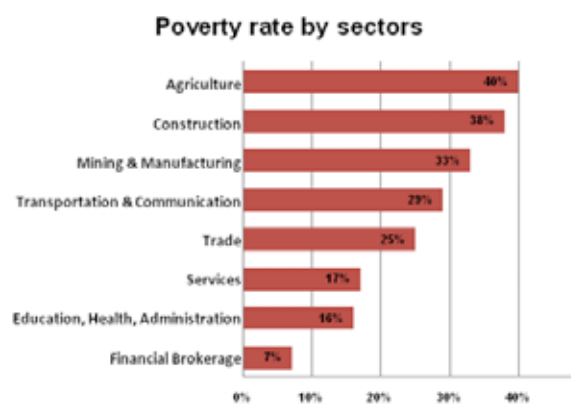
The results showed disparities in the poverty estimates among the regions: Beirut recorded a low rate of 16 percent of the population, while the figure rose to 38 percent in the Bekaa Valley. In terms of numbers, Mount Lebanon Governorate recorded the highest number of poor people with 342 815 inhabitants, the lowest number being in Nabatiyeh with 57.581 inhabitants



When approaching the poverty rate by linking it to the educational level, the results showed that people with university education have a lower poverty rate of 9 percent, while the figure rose to 34 percent with people who received primary education.



The poverty rate among workers in the agricultural sector is high reaching 40 percent, while this percentage drops to 7 percent among workers in the financial trading sector.



The average per capita spending on goods and services reached 8269 thousand pounds per year (US$ 15.1per day), that is 74 per cent above the highest level of poverty of 4.729 thousand pound (US$ 8.7 per day).

Housing, water, gas and electricity accounted for about 28.4 percent of the individual or family spending, while spending on food accounted for about 20 percent, and transportation reached about 13.1 percent of spending.

Average Spending (Thousand LBP)

	Goods & Services	Family average spending	Per capita average spending	%
1	Food & beverages (non alcoholic)	6,577	1,654	20
2	Alcohol, tobacco	465	117	1.41
3	Apparel, shoes	1,714	431	5.21
4	Housing, water, gaz & electricity, fuel	9,327	2,345	28.36
5	Furniture, household & maintenance	1,265	318	3.85
6	Health care	2,537	638	7.71
7	Transportation	4,310	1,084	13.11
8	Communications	1,480	372	4.5
9	Culture & Leisure	807	203	2.45
10	Education	2,155	542	6.55
11	Hotels & Restaurants	907	228	2.76
12	Other goods & services	1,344	338	4.09
	Total Spending	32,890	8,269	100

CAUSES OF POVERTY IN LEBANON

According to the study, poverty in Lebanon is caused by the interference of so many factors, the most important of which is the transformation of the Lebanese economy to a 'rentier' economy that does not generate jobs to accommodate the numbers of entrants to the labor market. This has considerably strengthened the poorly paid seasonal worker that is unprotected by the Lebanese labor law.

As such, many rural households have moved from agricultural production, food and craft industries and settled on the periphery in the cities looking for better job opportunities. This caused an extra pressure on population in the cities, especially on public services, in addition to intensified competition on the labor market.

Among the factors causing poverty, is the spread of the phenomenon of corruption at all levels, political, structural, institutional and individual. The corruption phenomenon stretched into various fields and at various levels, has led to the low level of public services delivery in terms of quality and quantity and to the loss of confidence of citizens in the State and its institutions. And because of poverty and the accumulated needs, corruption also contributes to an increase in the subordination of citizens to the traditional political leaders.

The study considered that the problem of poverty in Lebanon can be addressed through the adoption of a comprehensive and integrated public policies and by taking into consideration the productive economy to create new and sustainable jobs; that is to say through encouraging the work in the agricultural sector and in the fields of industry and the promotion of craft professions, improving of public services, redistribution of income through the adoption of a fair tax system based on direct taxes on income, as well as the provision of care services for the poor and the cutback of the growing gap between the rich and the poor.

The primary challenge lies, however, in the rehabilitation of the State and its institutions, the separation of powers in order to improve control and accountability, as well as the independence of the judiciary, in addition to enhancing the role of the elected local authorities, and the reduction of squandering through the fight against corruption.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Iklim el-Kharroub

Wafa Kanso

The region is called al-Kharroub (carob) in relation to the carob trees that cover frequently the county slopes. It is located within a triangle in the Mount Lebanon Mohafazat bordered in the south and south east by al-Ouali river, and from the north-east and northern side of the triangle by Damour river and the branches of al-Hamam river, and the Mediterranean coast from the west.

Al-Kharroub County has an area of about one hundred and sixty-seven square kilometers (167 km2), that is more than a third of the Shouf Caza amounting to 464 km2, which in turn is part of the Mount Lebanon area amounting to 3,200 km2. It is located 900 m above sea level starting from the coast up to the peaks of Baycon Mountain. With the exception of the coastal region, most of the county territories enjoy the same climate and have identical vegetation and is located on a medium-altitude plateau, being an extension of the mountains of the Barouk and Mount Niha in the Higher Shouf.

The county counts thirty-seven villages, and twenty-four municipalities grouped under the umbrella of the Union of Municipalities of Northern and Southern al-Kharroub County.

The population of Iklim el-Kharroub is approximately 255 thousand; although many of its people are high-ranked figures of the state and prominent figures of the private sector, they undergo some sort of relegation. Its proximity to the capital, Beirut, helped the people to remain in the region. This is what promoted the construction sector, and improved remarkably the agricultural sector within remarkably, where agricultural tents were spread and included most of the vegetables, in addition to the expansion of fruit trees, especially olive trees.

What helped to revitalize agriculture in the Iklim is the presence of more than 46,000 Syrian families who fled to the region, and more than six thousand Palestinian families, all contributed to the provision of labor force in the agricultural sector.

ENVIRONMENTAL SITUATION

Waste crisis in Lebanon sheds the lights on the environmental file of the Iklim. There is no doubt that the most prevalent causes of environmental pollution in the region, along with Na'meh landfill on the coastline, are the stacks of Jiyeh thermal plant and Siblin cement plant, and in extension a plant for stone and construction materials as well as the landfill planned at the neighboring site of Jiyeh quarry .

In parallel, the Iklim suffers from the pollution caused by fires sweeping the forest area constantly, especially in recent years, eliminating thousands of acres of trees and stripping the soil and fields, leading to outbreaks of unusual epidemics among the population.

EDUCATIONAL AND HEALTH CENTERS

The number of private schools and high schools in the Iklim totaled thirty-three schools, along with nineteen public schools and high schools, in addition to two universities and five technical institutes. It also has six hospitals and twelve dispensaries.

The Iklim is characterized by the high educational level of its people and a relatively high number of graduates; the engineers alone account for about 630 engineers distributed in the various fields of engineering: agricultural, industrial and petroleum, chemical, civil, architectural and electronics and electro-mechanics, while the number of university professors is about 360 professors.

TOURISM SECTOR

In Chehim forest village, we find ruins of a small Byzantine village that includes temples, houses, alleys, churches and cemeteries. This site has a great importance; it is the only witness in Lebanon of the daily life of Romanian and Byzantine villages that were deployed heavily around the mountain.

And close to the northern entrance of Barja, we find a dozen of caves and vault caves carved into the rocky hills with sarcophagi of varying scales; the village is dubbed as the Necropole city.

In the town of Joun, the Saint Saviour convent is located on a hill surrounded by pine forests, vineyards, and olive trees. Its construction goes back to the year 1685 by Bishop Mikhail Saifi, while the monastery church was built in 1721 and belongs to the Byzantine era. It includes rare icons and is comparable to the major churches of the East with their splendor.

Besides historical monuments, el-Iklim features modern touristic landmarks, including aquatic city for recreation, and more than twenty-two swimming pools and hotels.

BUSINESS INSTITUTIONS

El-Iklim comprises five banks, thirty associations, in addition to many industrial and agricultural establishments, of which the most important is a huge tire warehouse and supplier of tires to countries in the region, and three pharmaceutical plants.

What distinguishes Iklim el-Kharroub is its proximity to the port of Saida, where trade and business are flourishing. In this framework, decrees were issued to establish three industrial zones in three locations: Ba'asyir , Siblin and Joun.

Within this context, the Trade Association of Iklim el-Kharroub organized, in collaboration with the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon and economic actors, a press conference to promote economic development in line with the strategy of the chambers. This strategy is based on the promotion of local development through the empowerment of the private sector, the main economic engine for development.

The main recommendations of this conference included implementation of the industrial zone in the village of Alqureya and the execution of a modern network of roads to ensure its linkage to different aeras in the Shouf, Iklim el-Kharroub, Jezzine and Saida. The Federation of Lebanese Chambers of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon and the Association of Lebanese Industrialists, and the Association of Food Industries will cooperate in order to help marketing industrial products in al-Iklim, especially in terms of encouraging small manufacturers to participate in foreign trade exhibitions.

With regard to the availability of distinctive competencies in Iklim el-Kharroub, the participants to the conference proposed to prepare for the establishment of a special economic forum for technology to examine ways to attract investments in this field. The participants also recommended taking advantage of the incentives offered by the Bank of Lebanon, in particular regarding Circular # 331 which provides necessary funds to launch innovations in the field of digital economy, which is a key gateway for real reinforcement of the knowledge economy that would support competitively all economic sectors, especially the industrial sector.

In the tourism sector, and in view of the picturesque nature enjoyed by el-Iklim and its distinguished geographical location, rural and eco-tourism projects look promising. The conferees recommended establishing relations with the Ministries of Tourism and Culture as well as the United Nations Educational, Cultural and Scientific Organization-Unesco, to reactivate the rehabilitation of archaeological sites located in al-Iklim, some of which represent a universal cultural value.

Mr. Ahmed Alaa'ddin, head of the Federation of Traders' Association of Iklim el-Kharroub, a key economic actor of the county, took on the responsibility for upgrading the level of economic performance of el-Iklim.

In this context, he set up an investment fund "Holding" that will contribute to strengthening el-Iklim economy. This fund will result in a series of feasibility studies entrusted with the promotion of the region's products and to ensure the export overseas.

Operational steps for this project included the following:

1. The establishment of an institution for economic feasibility studies. Until to date, the institution has prepared thirty projects intended for producers and investors in the county.
2. The Fund will help secure credit facilitation of the most promising projects, and will contribute also to secure the full credit required from the producer or investor.
3. The Fund will monitor the quality and conformity to specifications required by export markets.
4. The Fund has established a private institution for packaging so as to achieve harmony between the county's products under one brand name; the Fund shall contribute to the launch and marketing of the brand abroad.
5. The Fund will undertake marketing of products to facilitate the sale and shipping operations to overseas.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Foreign Trade for 2015

Lebanese imports in 2015 valued about $18.1 billion while exports valued at nearly $3 billion, showing a trade deficit of $15.1 billion with a decrease of 12 percent compared to 2014 where the trade deficit totaled $17.2 billion.

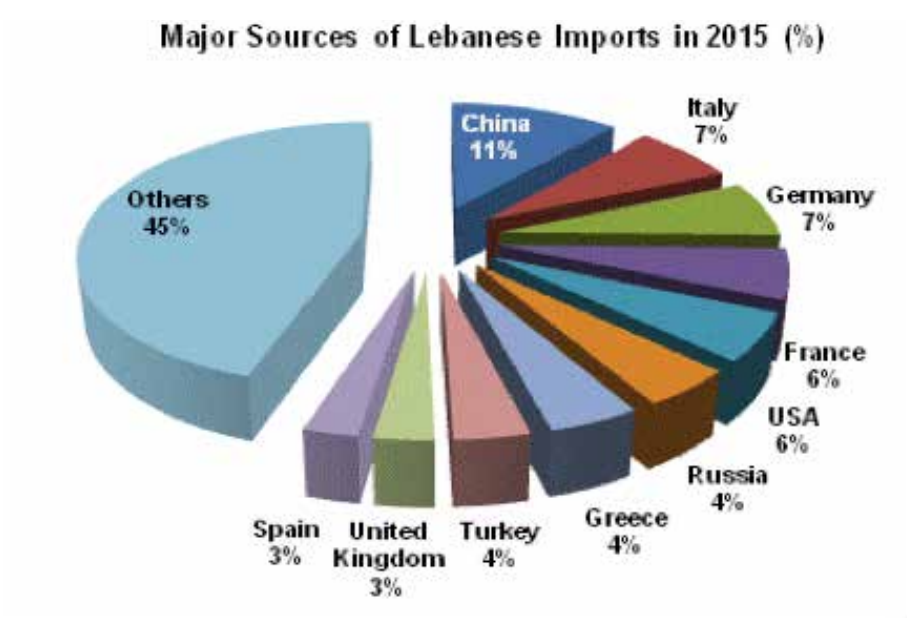
External Trade between 2011-2015 (Million USD)				
Year	Exports	Imports	Trade Balance	Exports/Imports %
2011	4,265	20,158	-15,893	21.2%
2012	4,483	21,280	-16,797	21.1%
2013	3,936	21,228	-17,292	18.5%
2014	3,313	20,494	-17,181	16.2%
2015	2,952	18,069	-15,117	16.3%
(%)2014/2015	-10.90%	-11.83%	-12.01%	

Prepared by the Center of Economic Research at CCIA-BML, according to Lebanese Customs statistics

Imports in 2015 decreased by 11.8 percent compared to 2014; in parallel exports fell by 10.9 percent and exports to imports ratio rose from 16.2 percent in 2014 to 16.3 percent in 2015.

Saudi Arabia topped the first place on the list of the most important export markets in 2015 and accounted for 12 percent of total exports. It was followed by the UAE (11 %), Iraq (8%), and Syria (7 %), as well as South Africa (7 %). These five countries imports from Lebanon accounted for 45 percent of total exports.

China ranked first in the list of Lebanese imports for 2015 (11%), followed by Italy (7%), Germany (7 %), and France and the United States (6%) each. Lebanon imported from these five countries 37 percent of total Lebanese imports.

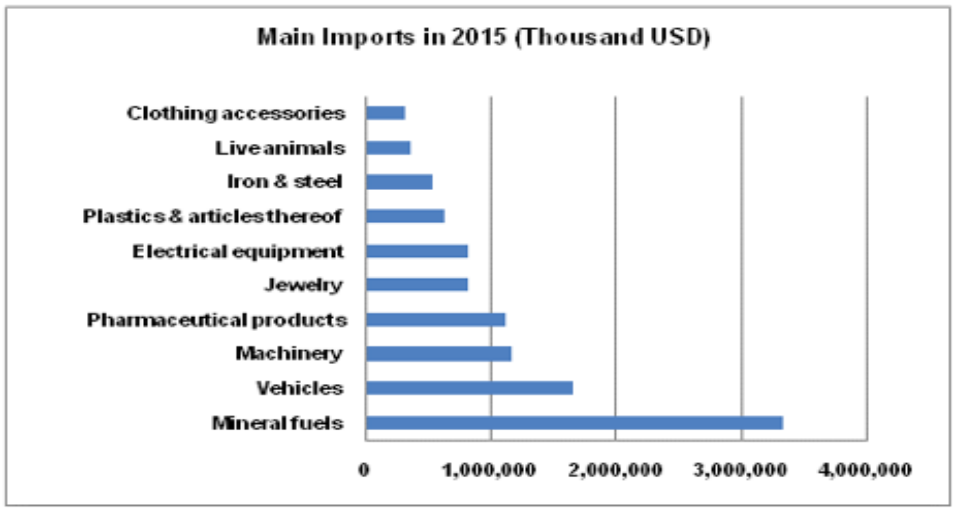


The most important commodities exported by Lebanon in 2015 was jewelry accounting for 15 percent of the total Lebanese exports, followed by machine tools and electrical machinery accounting for (7%) each, cosmetics and perfumes (4%) and fruits & vegetables (4 %).

Petroleum products are the main imports of Lebanon, they account for approximately 18 percent of the total Lebanese imports in 2015 compared to 23 percent in 2014 that is due to lower oil prices in 2015, followed by cars and bikes (9%), machine tools (6%), pharmaceutical products (6%), and jewelry (5%).

As for trade partners, the Arab countries accounted for 54 percent of the total Lebanese exports in 2015, followed by African countries (17%). In terms of imports, the EU countries accounted for 42 percent of the total Lebanese imports in 2015, followed by Asian countries (25%) and Arab countries (12%).

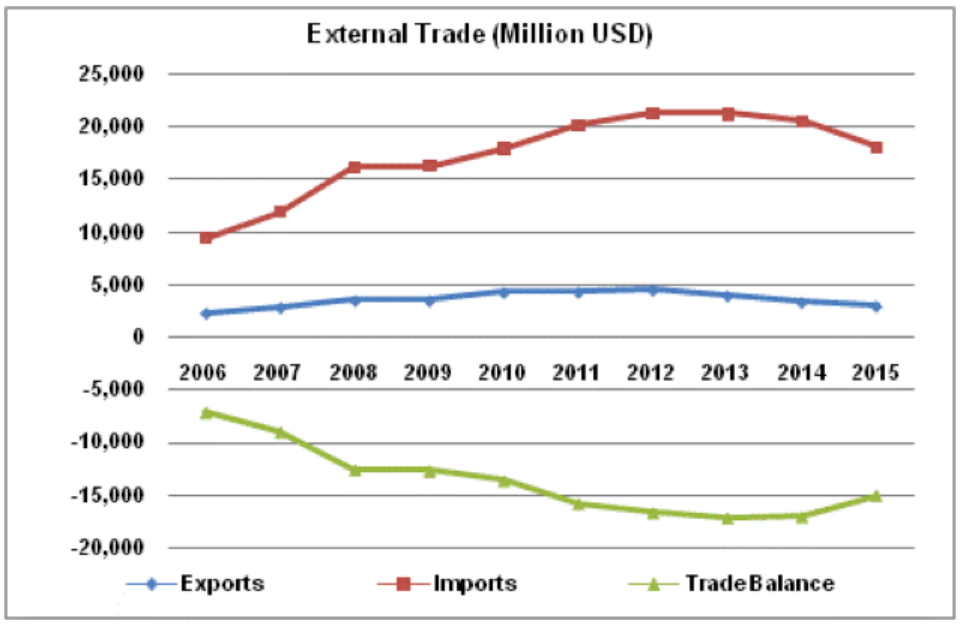
Between the period 2011-2015, crossing borders witnessed a shift in trade exchange. While Beirut port recorded traffic movement of 64 percent of imports in 2011, this figure rose to 72 percent in 2015. In parallel, the traffic movement accounted for 22 percent of imports through the airport in 2011, and dropped to 19 percent in 2015.



Trade by Regions (Thousand USD)	Exports	%	Imports	%
European Union	343,822	%11.6	7,586,562	%42.0
Arab Countries	1,596,099	%54.1	2,134,474	%11.8
Asian Countries	257,778	%8.7	4,587,776	%25.4
Other European Countries	72,480	%2.5	472,126	%2.6
Former USSR Countries	11,813	%0.4	1,123,266	%6.2
African Countries	501,567	%17.0	311,971	%1.7
North American Countries	84,289	%2.9	1,173,791	%6.5
Central & South American	29,673	%1.0	537,199	%3.0
South Pacific Countries	14,157	%0.5	56,479	%0.3
Other Countries	40,741	%1.4	85,143	%0.5
Total	2,952,419	%100	18,068,787	%100

Prepared by the Center of Economic Research at CCIA-BML, according to Lebanese Customs statistics

Lebanese exports through the port of Beirut accounted for 27 percent of total exports in 2011; this figure rose to 52 percent in 2015. Exports through the airport fell from 43 to 28 percent, at the same time exports through the port of Beirut rose from 32 to 52 percent and from the port of Tripoli from 7 to 9 percent, while exports through Masnaa crossing border decreased from 16 to 3 percent and through Abboudieh from 6 to 3 percent. The security events in Syria were the main reason behind these changes in the movement of freight transport.



غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Trade between Lebanon and Saudi Arabia

Total trade exchange between Lebanon and Saudi Arabia reached 740 million USD in 2015. The trade balance has been negative since 1993 with a deficit that reached its peack of 300 milion USD in 2004.

Saudi Arabia is the number one destination for Lebanese exports, accounting for 12% of total exports, and ranked 17th amongst sources of Lebanese imports that accounted for 2% of Lebanese imports.

- Major exports to Saudi Arabia in 2015 included machinery (9%), electrical machinery (9%), preparations of vegetables, fruit, nuts (7%), furniture (6%), and jewelery (6%).
- Main Saudi Arabian imports included plastics and articles thereof (35%), preparations of cereals, flour, starch or milk (6%), fuel derivatives (6%), pharmaceutical products (6%), and animal or vegetable fats and oils (5%).

Trade Exchange between Lebanon & Saudi Arabia (Million USD)					
	EXPORTS	%	IMPORTS	%	TRADE BALANCE
1993	60.5	%13.4	69.4	%1.4	-8.9
1994	87.2	%15.2	83.7	%1.4	3.5
1995	91.3	%11.1	126.0	%1.7	-34.7
1996	138.7	%13.6	112.4	%1.5	26.3
1997	96.9	%15.1	122.7	%1.6	-25.8
1998	87.0	%12.2	122.6	%1.7	-35.6
1999	70.9	%10.5	102.6	%1.7	-31.7
2000	77.7	%10.9	165.0	%2.6	-87.3
2001	85.4	%9.6	259.5	%3.6	-174.1
2002	96.0	%9.2	138.9	%2.2	-42.9
2003	104.3	%6.8	219.6	%3.1	-115.3
2004	112.8	%6.5	413.5	%4.4	-300.7
2005	139.8	%7.4	329.0	%3.5	-189.2
2006	146.2	%6.4	296.4	%3.2	-150.2
2007	187.3	%6.7	282.4	%2.4	-95.1
2008	208.9	%6.0	289.9	%1.8	-81.0
2009	242.8	%7.0	309.9	%1.9	-67.1
2010	245.9	%5.8	406.6	%2.3	-160.7
2011	307.9	%7.2	531.6	%2.6	-223.7
2012	358.9	%8.0	423.6	%2.0	-64.7
2013	324.1	%8.2	401.8	%1.9	-77.7
2014	377.5	%11.4	415.4	%2.0	-37.9
2015	356.5	%12.1	380.0	%2.1	-23.5

HS	Main Lebanese Exports to Saudi Arabia in 2015	Thousand $	(%)
84	Machinery	31,348	9%
85	Electrical equipment	31,229	9%
20	Preparations of vegetables, fruit, nuts	24,406	7%
94	Furniture	22,423	6%
71	Jewellery	20,750	6%
48	Paper and paperboard	15,933	4%
18	Cocoa and cocoa preparations	15,473	4%
33	Perfumery, cosmetic or toilet preparations	14,737	4%
19	Preparations of cereals, flour, starch or milk	12,646	4%
7	Edible vegetables and certain roots and tubers	12,572	4%
	Other	155,013	43%
	Total	356,530	100%

HS	Main Lebanese Imports from Saudi Arabia in 2015	Thousand $	(%)
39	Plastics and articles thereof	133,550	35%
19	Preparations of cereals, flour, starch or milk	24,369	6%
27	Mineral fuels & products of their distillation	22,994	6%
30	Pharmaceutical products	22,305	6%
15	Animal or vegetable fats and oils	20,219	5%
33	Perfumery, cosmetic or toilet preparations	16,452	4%
48	Paper and paperboard	16,245	4%
34	Soap & washing preparations	15,869	4%
4	Dairy produce, eggs, & natural honey	14,792	4%
96	Miscellaneous manufactured articles	11,699	3%
	Other	81,466	23%
	Total	379,960	100%

Lebanon in Figures

in billion US$ (unless otherwise specified)

Ref.	Indicator	2013	Oct-14	2014	Oct-15
10	Growth	3.00%	-	2.00%	-
11	GDP (in constant Prices 2010)	40.80	-	41.60	-
12	GDP (in current prices)	47.20	-	47.80	-
20	CPI	1.10%	0.97%	-0.71%	-2.47%
21	M1	5.05	5.28	5.50	5.58
22	M2	45.59	47.81	48.67	51.62
23	M3	111.12	115.98	117.64	122.00
24	M4	117.25	122.99	124.55	129.21
26	Banks Assets	164.77	171.21	175.64	182.20
27	Banks Deposits - Private Sector	136.16	141.98	144.38	149.30
28	Banks Loans - Private Sector	41.49	44.47	45.35	47.17
30	Balance of Payment	-1.13	-0.87	-1.41	-2.17
31	Current Account	-11.78	-9.30	-12.36	-
Ref.	**Indicator**	**2013**	**Nov-14**	**2014**	**Nov-15**
32	Balance of Trade	-17.29	-14.66	-17.18	-13.51
33	Imports	21.23	17.45	20.49	16.23
34	Exports	3.94	2.79	3.31	2.72
40	Unemployment Rate (Est.)	20.00%	-	20.00%	-
41	Employment Rate (Est.)	47.60%	-	47.60%	-
42	Population (Est.)	4.18 Mn	-	4.23 Mn	-
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	2.85 Mn	-	2.88 Mn	-
Ref.	**Indicator**	**2013**	**Sep-14**	**2014**	**Sep-15**
51	State Budget Deficit	-4.22	-2.22	-3.07	-2.61
52	Budget Revenues	9.42	7.91	10.88	7.23
53	Budget Expenditures	13.64	10.13	13.95	9.83
54	Public Debt	63.47	65.98	66.67	68.71
55	Debt Service	3.79	2.95	4.19	3.13
56	Total Primary Deficit / Surplus	-0.24	0.87	1.31	0.67

BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43), Customs (32,33,34), Ministry of Finance (51,52,53,55,56) ,World Bank (10)

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research showed the following results:

• Consumer Price Index

Based on the Central Administration of Statistics, CPI dropped 2.47% in October 2015 compared to the end of 2014. The CPI had increased by 0.97% in October 2014 compared to the end of 2013.

• Balance of Payments

In the first 10 months of 2015, the balance of payments, deficit reached 2.17 billion USD compared to a deficit of only 867.7 million USD in the same period of 2014.

• Trade Balance

The trade deficit reached -13.51 billion USD in the first 11 months of 2015, compared to 14.66 billion USD over the same period of 2014. Exports decreased by 2.51% in the first 10 months of 2015 compared to the same period of 2014, while imports decreased by 7%. This led to a drop of 7.85% in the trade balance.

• Public Finance

In the first nine months of 2015, public expenditures decreased by 2.9 % compared to the first nine months of 2014, while revenues dropped by 8.6 %. Hence, the budget deficit rose by 17.6 %.

Primary surplus reached 672 million USD in the first nine months of 2015, a decrease of 22.4 % from 866 million USD over the same period of 2014. This was caused by the increase of debt service by 6.1 % and decrease of public revenues by 8.6 %, in addition to the decrease of public expenditures by 2.9 %.

• Public Debt

Public debt increased from 66.0 billion USD to 68.7 billion USD between September 2014 and September 2015, i.e an increase of 4 % over one year.

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CONFERENCES

Opportunites D'investissements dans le Secteur des T.I.C. et du Numerique
Scope: Technology
Location: Paris - France
Venue: Maison de l'UNESCO 7, place de Fontenoy 75007
Date: 17 March 2016
Phone: 0033170929301
Email: CCFL2@outlook.fr

Workshop on developing the performance of the industrial enterprises according to the international standard for quality management systems
Scope: Quality Management
Location: Cairo - Egypt
Date: 27 – 30 March 2016
Phone: 00212537274500
Fax: 00212537772188/ 0020223803880
Email: aidmo@aidmo.org / aidmoroc@yahoo.com
Website: www.aidmo.org

Arab Labor Conference
Scope: Global
Location: Cairo - Egypt
Date: 09 – 12 April 2016
Phone: 00201001542360 / 0020224800100 / 00201001650166
Fax: 0020224800480 / 0020237484902
Email: Moustafa.ibrahim@ihg.com / hamdy@alolabor.org/ sheriff@alolabor.org
Website: www.alolabor.org

Beirut Arab University's Job Fair
Scope: Global
Location: Debbieh – Lebanon
Venue: Beirut Arab University
Date: 19 April 2016
Phone: 009611300110 Ext 2329
Fax: 009611300110 Ext 2767
Email: iman.ah@bau.edu.lb

Kazakhstan Power & Renewable Energy Investment Conference
Scope: Renewable Energy
Location: Astana - Kazakhstan
Date: 20 – 21 April 2016
Phone: 003226621612

IAUGURAL Iraqi-European Business & Investment Forum
Scope: Iraq and Europe: Cooperation and Growth
Location: Athens - Greece
Date: 21 – 22 April 2016
Website: www.arabhellenicchamber.gr

EXHIBITIONS

My Karachi-Oasis of Harmony
Industry: Global
Location: Karachi - Pakistan
Venue: Expo Center
Date: 25 – 27 March 2016
Phone: 00922199218001-9 (118)
Fax: 0092219921801040
Email: Nida.aman@kcci.com.pk

Arab Turkish Economic Cooperation Forum
Industry: Food and Agriculture
Location: Izmir - Turkey
Date: 29 March – 01 April 2016
Phone: 00905337363090
Fax: 00902324257770
Email: turab@turabexpo.com
Website: www.turabexpo.com

Korea Public Procurement Expo 2016- KOPPEX 2016
Industry: Cutting Edge Technologies & Green Procurement
Location: Korea
Venue: Kintex
Date: 30 March – 01 April 2016
Website: www.koppex.com

Ideal Homex
Industry: Houseware
Location: Istanbul - Turkey
Venue: TUYAP Exhibition & Congress Center
Date: 31 March -03 April 2016
Phone: 00902122926031
Fax: 00902122923420
Email: life@zuchex.com

Salon De Gourmets 2016
Industry: Gourmets Products
Location: Spain
Venue: Grupo Gourmets- Ifema – Recinto Ferial
Date: 04 -07 April 2016
Phone: 0034 915 489 651
Fax: 0034 915 487 133
Email: patricia@gourmets.net
Website: https://www.gourmets.net/salon/

HORECA 2016
Industry: Global
Location: Beirut – Lebanon
Venue: BIEL- Hall 1,2,3
Date: 05 – 08 April 2016
Phone: 009611480081 Ext. 224
Email: info@hospitalityservices.com.lb
Website: www.hospitalityservices.com.lb

Prolight + sound 2016
Industry: Event-technology & Services for entertainment, integrated systems and creation
Location: Frankfurt - Germany
Date: 05 – 08 April 2016
Website: https://pls.messefrankfurt.com/frankfurt/en/besucher/willkommen.html

MEDWOOD 2016
Industry: Woodwork & Furniture / Architecture & Interior Design
Location: Athens
Venue: Metropolitan Expo Center
Date: 07 – 10 April 2016
Email: ad@medwood.gr

Musikmesse
Industry: Music
Location: Frankfurt - Germany
Date: 07 – 10 April 2016
Website: http://musik.messefrankfurt.com/frankfurt/en/besucher/willkommen.html

Automechanika Istanbul 2016
Industry: Automotive
Location: Istanbul - Turkey
Date: 07 – 10 April 2016
Website: http://automechanika-istanbul.tr.messefrankfurt.com/istanbul/en/besucher/willkommen.html

MEDWOOD
Industry: Tools, Furniture materials, Woodwork machines, Woodwork - Construction, Decoration materials
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "AL Venizelos"
Date: 07 – 10 April 2016
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

DOMICATEC
Industry: Building & Renovating Exhibition
Location: Athens, -Greece
Venue: Metropolitan Expo Exhibition Center International Airport "AL Venizelos"
Date: 07 – 10 April 2016
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

Toy & Hobby China 2016
Baby & stroller China 2016
Industry: Toys & Maternity
Location: Guangzhou - China
Venue: Poly World Trade Expo Center
Date: 08 – 10 April 2016
Phone: 00852-2230 9237
Fax: 00852-2598 8771
Website: www.chinaexhibition.com

EXPOOPTICA 2016
Industry: Optics and Optometry
Location: Madrid - Spain
Venue: Madrid, Feria de Madrid – IFEMA
Date: 08 – 10 April 2016
Phone: 0034 91 722 57 95
Email: servifema@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/expooptica_06

Hookah Fair 2016
Industry: Shisha
Location: Frankfurt - Germany
Date: 15 – 17 April 2016
Phone: +49 7363 954 54 0
Email: info@hookahfair.com
Website: www.hookahfair.com

The 3rd Qualitative Exhibition for Electricity
Industry: Electricity
Location: Baghdad - Iraq
Date: 18 – 21 April 2016
Phone: 009647708885609 / 009647905984770
Email: Businessgroup93@gmail.com / info@bg-iq.net

Secutech 2016
Industry: Security, Safety, Fire Protection
Location: Taipei - Taiwan
Date: 19 – 21 April 2016
Website: www.secutech.com

IMEX 2016
Industry: Technology
Location: Frankfurt - Germany
Date: 19 – 21 April 2016
Website: www.imex-frankfurt.com/

ARAB 4P 2016
Industry: Petrochemical, Plastic, Packaging and Printing
Location: Amman - Jordan
Date: 19 – 21 April 2016
Phone: 065516460
Fax: 065540880
Website: www.afaqgroupadv.com

Fireprotec 2016
Industry: Security, Safety, Fire Protection
Location: Frankfurt - Germany
Date: 20 – 21 April 2016
Website: http://10times.com/fireprotec

FUTURIZZ- Madrid Capital Digital 2016
Industry: Digital
Location: Madrid - Spain
Venue: Madrid, Feria de Madrid – IFEMA
Date: 20 – 21 April 2016
Phone: 0034 915 59 10 37
Website: http://www.futurizz.com/en

Techno Mebel / World of Furniture
Industry: Materials, Accessories, Machinery and Equipment for Woodworking and Furniture Productions
Location: Sofia - Bulgaria
Venue: Inter Expo Center-Sofia
Date: 19 – 23 April 2016
Phone: 0035929655220
Fax: 0035929655231
Email: iec@iec.bg
Website: www.iec.bg

Erbil International Fair for Building & Reconstruction Material and Municipalities' Supplies
Erbil International Fair for Machineries for Stones ,Ceramics,& Plumbing Material

Erbil International Fair for Machines & Equipment
Industry: Building & Construction
Location: Erbil - Iraq
Venue: Erbil International Fair Ground
Date: 20 – 23 April 2016
Phone: 009647727699955
Email: Samir@pyramidsfaireg.com
Website: www. pyramidsfaireg.com

Secutech India 2016
Industry: Security, Safety, Fire Protection
Location: Mumbai – India
Venue: BCEC - Bombay Convention & Exhibition Centre
Date: 21 – 23 April 2016
Website: http://eventegg.com/secutech-india/?gclid=CJ-1icnVg8sCFQQYwwod7iYMDA

FRESKON
Industry: Vegetables and Fruit
Location: Greece
Venue: International Exhibition Centre, Thessaloniki
Date: 21 – 23 April 2016
Phone: 0030-2310-291111
Fax: 0030-2310-256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

BeautyEurasia
Industry: Beauty
Location: Istanbul - Turkey
Date: 21 – 23 April 2016
Phone: 00902126033333 Ext 213
Fax: 00902126033334
Website: www.beautyeurasia.com

EXPOFRANQUICIA 2016
Industry: Franchising
Location: Madrid - Spain
Venue: Madrid, Feria de Madrid – IFEMA
Date: 21 – 23 April 2016
Phone: 0034 91 722 3000
Fax: 0034 91 722 5788
Email: expofranquicia@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/expofranquicia_06

Expo Eco Salud 2016
Industry: Health
Location: Madrid - Spain
Venue: Madrid, Feria de Madrid – IFEMA
Date: 22 – 24 April 2016
Phone: 0034 934 161 466
Email: ferias@interalia.es
Website: http://www.expoecosalud.es/default.php

Madrid Beauty Days 2016
Industry: Health and Beauty
Location: Madrid - Spain
Date: 22 – 24 April 2016
Phone: 0034 91 722 57 95
Email: servifema@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/madridbeautydays_01

TIJARA EQUIP Expo
Industry: Trade Equipment
Location: Algeria
Venue: Palais des Expositions Pins Maritimes Pavillion G
Date: 22 – 25 April 2016
Website: www.tijara-equipexpo.dz

EXPO 2016 Antalya
Industry: Horticulture
Location: Antalya - Turkey
Date: 23 April – 30 October 2016
Website: www.expo2016antalya.org.tr

ALIMENTARIA 2016
Industry: Food and Beverages
Location: Barcelona - Spain
Venue: Barcelona, Montjuïc Venue
Date: 25 – 28 April 2016
Phone: 0034 93 452 18 00
Email: alimentaria-bcn@alimentaria.com
Website: http://www.alimentaria-bcn.com/en

SMT Hybrid Packaging 2016
Industry: Packaging
Location: Nuremberg - Germany
Date: 26 – 28 April 2016
Website: https://www.mesago.de/en/SMT/The_conference/Welcome/index.htm

MEDICEXPO
Industry: Medical & Hospital Machinery & Equipment – Consumptions & Services
Location: Athens, Greece
Date: 26 – 28 April 2016
Phone: 0030210354900
Fax: 00302103542910
Email: info@metropolitanexpo.gr
Website: www.metropolitanexpo.gr

Barcelona Bridal Fashion Week 2016
Industry: Fashion
Location: Barcelona - Spain
Venue: Barcelona, Montjuïc Venue
Date: 26 – 29 April 2016
Phone: 0034 93 233 20 00
Email: barcelonabridalweek@firabarcelona.com
Website: http://www.barcelonabridalweek.com/en

International Fire & Safety Expo Korea 2016
Industry: Fire Prevention & Safety
Location: Korea
Date: 27 – 29 April 2016
Website: www.fireexpo.co.kr

BUSINESS OPPORTUNITIES

Company: Sarjena Foods Pvt. Ltd. - Baker Street
Activity: Bakery
Location: Mumbai - India
Phone: 0091 9594997460/ 0091 9867612888
Email: info@bakerstreet.in/ export@bakerstreet.in
Website www.bakerstreet.in

Company: Anhui Jianghuai Automobile Co.Ltd.
Activity: Manufacturer of Trucks & Commercial Vehicles
Location: China
Phone: 0086055162296955
Fax: 0086055162296097
Email: Eric.zhang@jac.com.cn
Website: www.jac.com.cn

Company: Zhengzhou Yutong Bus Co., Ltd.
Activity: Manufacturer of Bus Products
Location: China
Phone: 0086037166718999
Fax: 0086037166718621
Email: ytlitt@yutong.com
Website: www.yutong.com

Company: Hungarian National Trading House
Activity: Agricultural and food industry, healthcare, waste and water management, electronics, IT
Location: Hungary
Phone: 36-20-4125315 (Ms. Judit Tar)
Email: tar.judit@tradehouse.hu
Website: http://tradehouse.hu/en

Company: Halház Kft.
Activity: Freshwater Fishes
Location: Hungary
Phone: 0096178862020
Email: karoly.benes@mfa.gov.hu
Website: http://www.halhaz.hu/en

Company: Salesmen Polska
Activity: Manufacturer of Diary Products
Location: Poland
Phone: 0048880064422
Email: salesmenpolska@wp.pl
Website: www.polish-milk.pl / www.govege.eu

Company: Thermocol Ltd.
Activity: Supplier of Building Materials
Location: Sofia - Bulgaria
Website: www.tisgroupbg.com

Company: Ferat Elektrik Ltd.
Activity: Producer of Submersible Pump & Motor
Location: Turkey
Phone: 00904143691063
Fax: 00904143691163
Email: ikara@maxisu.com
Website: www.maxisu.com

Company: Vatios
Activity: Traders of Metals
Location: Sofia - Bulgaria
Phone: 00359898546245 / 00359897972222
Email: eddy_iv@abv.bg

Company: Risk Engineering
Activity: Provider of Engineering and Consultancy Services
Location: Sofia - Bulgaria
Phone: 00359 2 8089 702, 703
Fax: 00359 2 9507 751
Email: Gnasr711@gmail.com
Website: www.riskeng.bg/en/

Company: Sabo S.a.
Activity: Producer of Turnkey plants and bricks
Location: Greece
Phone: 00302221051805-9
Fax: 00302221054073
Email: sb_sales@sabo.gr
Website: www.sabo.gr

Company: Othisi
Activity: Management & Development Consultants
Location: Greece
Phone: 00302102794082
Email: info@othisi.net
Website: www.othisi.net/en/

Company: Kostas G
Activity: Supplier of Wine and Catering Services
Location: Greece
Phone: 00306944321021
Email: Kostas-ge@outlook.com

Company: Axxon Bulgaria Ltd.
Activity: Producer of Footwear Products
Location: Greece
Phone: 0035928191000 (int.104) / 00359892252996
Fax: 0035928682153
Email: p.kapanakis@axxon-bg.com
Website: www.casablanca.bg

Company: Sidapharm
Activity: Manufacturer of Ophthalmic and Medical Disposables
Location: Greece
Phone: 00302310906660 / 0030 2310945899
Fax: 00302310989846
Email: info@sidapharm.gr
Website: www.sidapharm.gr

Company: ER-LAC
Activity: Manufacturer of Paints
Location: Greece
Phone: 003022950 22146 - 149
Fax: 003022950 22124
Email: exports@erlac.gr/ shistohilis@gmail.com
Website: www.erlac.gr

Information and indicators, brochures and commercial tenders for the public and the private sectors
Location: Iraq
Website: www.iraqitic.com
For more information:
Embassy of the Republic of Iraq
Phone: 009611780004 ext 2033
Email: ferd.1ar.lb@mot.gov.iq

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat
Rédacteurs: Bachir El Khoury, Marilyne Jallad, **Coordinateurs:** Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Rita Roukoz Nehmé

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb